

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/Q/THA/1
IP/Q2/THA/1
IP/Q3/THA/1
IP/Q4/THA/1
12 février 2004

(04-0536)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

EXAMEN DE LA LÉGISLATION

THAÏLANDE¹

Le présent document contient la déclaration liminaire faite par la délégation de la Thaïlande, les questions qui lui ont été posées et les réponses qu'elle a données dans le cadre de l'examen de la législation entrepris par le Conseil à sa réunion des 27 et 28 novembre 2001.²

I. DÉCLARATION LIMINAIRE

J'aimerais vous remercier, ainsi que le Conseil, de m'offrir la possibilité de présenter dans le cadre de cette réunion un bref aperçu des mesures entreprises par la Thaïlande pour mettre en œuvre les dispositions de l'Accord sur les ADPIC.

Je souhaiterais tout d'abord présenter les membres de la délégation de mon pays, qui viennent de divers organismes de propriété intellectuelle de la Thaïlande. Je m'appelle pour ma part Santi Rattanasuwan, je suis Directeur général adjoint du Département des affaires relatives à la propriété intellectuelle au sein du Ministère du commerce. Je suis accompagné aujourd'hui de M. Justice Ariyanuntaka, du Tribunal central de la propriété intellectuelle et du commerce international, et de M. Danvivathana, du Département des traités et des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères.

C'est aujourd'hui la première fois que la Thaïlande a la possibilité d'informer le Conseil des activités qu'elle mène dans le domaine de la propriété intellectuelle dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC. Je me propose donc de vous parler des efforts que nous déployons pour mettre à jour et promulguer des lois sur la propriété intellectuelle et pour faire en sorte que ces lois soient mises en œuvre conformément aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC.

Consciente de ses engagements dans le cadre de l'OMC, la Thaïlande attache une grande importance à la protection de la propriété intellectuelle car elle considère qu'elle stimulera utilement

¹ S'agissant des lois et réglementations notifiées par la Thaïlande au titre de l'article 63:2 de l'Accord, il est fait référence aux documents IP/N/1/THA/1, IP/N/1/THA/C/1, IP/N/1/THA/C/1/Rev.1, IP/N/1/THA/C/2, IP/N/1/THA/I/1, IP/N/1/THA/I/1/Rev.1, IP/N/1/THA/I/2 à 9, IP/N/1/THA/L/1, IP/N/1/THA/P/1, IP/N/1/THA/P/1/Rev.1, IP/N/1/THA/T/1, IP/N/1/THA/T/1/Rev.1 et IP/N/1/THA/U/1

² Le compte rendu de cette réunion a été distribué sous la cote IP/C/M/34.

l'innovation et la création. Nous pensons également que notre action en faveur de la protection de la propriété intellectuelle contribuera en dernière analyse à renforcer la croissance économique et les progrès technologiques tout en préservant les actifs culturels du pays.

Dans le cadre du système administratif actuel, le gouvernement de la Thaïlande accorde également une grande importance à la mise en place d'un régime de propriété intellectuelle, non seulement au regard de ses engagements contractés au niveau multilatéral, mais aussi pour son propre développement économique et technologique. Nous avons concentré nos efforts sur la mise en œuvre et la promotion des lois de propriété intellectuelle. Le gouvernement de la Thaïlande envisage aussi d'élaborer de nombreuses lois et réglementations additionnelles, qui compléteront la mise en œuvre des lois existant déjà dans ce domaine.

Compte tenu de ces paramètres ainsi que de ses obligations en tant que Membre de l'OMC, la Thaïlande aimerait faire part des informations suivantes.

A. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

Le droit d'auteur et les droits connexes sont régis en Thaïlande par la Loi B.E. 2537 (1994) sur le droit d'auteur. La loi de 1994, abrogeant et remplaçant la loi précédente B.E. 2521 (1978) sur le droit d'auteur, aligne tous les principes régissant le droit d'auteur sur les prescriptions de l'Accord sur les ADPIC. Cette loi prévoit par exemple désormais aux articles 4 et 12, respectivement, la protection des programmes d'ordinateur et des compilations de données. Les droits de location définis à l'article 11 de l'Accord sur les ADPIC sont aussi mis en œuvre par le biais des dispositions de l'article 15 de la loi de 1994. Les droits des artistes interprètes ou exécutants sont définis au chapitre 11 de la loi de 1994. Tous les droits susmentionnés sont garantis aux ressortissants des pays parties à la Convention de Berne et des États Membres de l'OMC au même titre qu'aux ressortissants thaïlandais. La loi de 1994 a été promulguée en décembre 1994 et est entrée en vigueur en mars 1995.

B. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

La Loi B.E. 2534 (1991) sur les marques de fabrique ou de commerce a été modifiée en 2000 par la Loi (n° 2) B.E. 2543 (2000) sur les marques de fabrique ou de commerce pour assurer le respect des dispositions de l'Accord sur les ADPIC. La loi de 2000 étend la portée de la protection aux marques de certification, aux marques collectives, aux marques de service et aux marques configuratives. S'agissant des marques notoirement connues, elles sont protégées, qu'elles soient enregistrées ou non en Thaïlande. L'enregistrement d'une marque est valable indéfiniment pour autant que les taxes de renouvellement soient acquittées tous les dix ans.

C. BREVETS D'INVENTION ET DE DESSINS OU MODÈLES INDUSTRIELS

La loi régissant les brevets d'invention et de dessins ou modèles industriels est la Loi B.E. 2522 (A.D. 1979) sur les brevets. Cette loi a été modifiée à deux reprises, d'abord par la Loi (n° 2) B.E. 2535 (1992) sur les brevets, puis par la Loi (n° 3) B.E. 2542 (1999) sur les brevets, pour être mise en conformité avec les dispositions de l'Accord sur les ADPIC. Toute invention dans tout domaine technologique peut ainsi être protégée par brevet conformément à l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC.

Les brevets d'invention ont une durée de validité de 20 ans à compter de la date de dépôt de la demande. Les brevets de dessins ou modèles industriels ont une durée de validité de dix ans à compter de la date de dépôt de la demande. Un brevet de dessin ou modèle peut être délivré pour un dessin nouveau destiné à l'industrie ou à l'artisanat, pour autant qu'il satisfasse aux prescriptions des articles 25 et 26 de l'Accord sur les ADPIC. En ce qui concerne les variétés végétales, elles sont

protégées en vertu de la Loi B.E. 2542 (1999) sur la protection *sui generis* des variétés végétales, nouvellement élaborée et entrée en vigueur en novembre 1999. Cette loi protège les obtentions végétales et autorise en même temps la perception de redevances pour l'utilisation de variétés végétales locales et nationales en général.

D. SCHÉMAS DE CONFIGURATION DE CIRCUITS INTÉGRÉS

Les schémas de configuration de circuits intégrés sont régis par la Loi B.E. 2543 (2000) sur la protection des schémas de configuration de circuits intégrés. Cette loi, nouvellement élaborée, est entrée en vigueur en avril 2000. Elle vise les schémas de configuration, les masques de semi-conducteurs et les circuits intégrés dans lesquels les schémas de configuration protégés sont incorporés. La protection est étendue aussi aux produits dans lesquels ce circuit intégré est incorporé. La durée de la protection est de dix ans à compter de la date de dépôt de la demande d'enregistrement en vertu de cette loi, ou de la date de la première exploitation commerciale, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du Royaume, selon la date qui est antérieure, mais elle ne doit pas excéder 15 ans à compter de la date d'achèvement de la création du schéma de configuration.

E. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

Les renseignements non divulgués sont protégés en vertu des textes existants, à savoir le Code pénal et le Code civil et du commerce. Un projet de loi sur les secrets commerciaux a été proposé et est actuellement examiné par le Parlement en vue de garantir une protection clairement définie et accrue et d'améliorer les conditions d'usage. Ce projet de loi devrait être approuvé d'ici à la fin de l'année. Il permettra de protéger les données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données non divulguées soumises aux organismes gouvernementaux pour obtenir l'approbation de la commercialisation, conformément à l'article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC.

F. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

L'opinion publique en Thaïlande prête une grande attention à la question des "indications géographiques". Même si elles sont actuellement protégées en partie par la législation existante, le gouvernement a parachevé un projet de loi sur la protection des indications géographiques et l'a déjà soumis au Parlement pour examen. Une fois promulguée, la loi permettra de protéger non seulement les objets visés aux articles 22 et 23 de l'Accord sur les ADPIC, mais aussi d'autres produits agricoles, tels que le riz "jasmin" de Thaïlande de renommée internationale, sur le point d'être détourné. Ce projet de loi prévoira également un système d'enregistrement pour les produits assortis d'une indication géographique.

La Thaïlande a l'intention d'adopter très prochainement la Loi sur les indications géographiques.

G. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

La Thaïlande est l'un des rares pays qui soient dotés de divers mécanismes pour faire respecter les droits de propriété intellectuelle. Ces mécanismes sont les suivants. Premièrement, le Tribunal central de la propriété intellectuelle et du commerce international a été créé pour traiter spécifiquement des atteintes aux droits de propriété intellectuelle. Deuxièmement, le Bureau du Procureur général a mis sur pied une division spéciale chargée des affaires de propriété intellectuelle. Troisièmement, une unité de police spéciale a pour tâche d'enquêter sur les infractions aux lois de propriété intellectuelle. Ces efforts visent à mettre en place des procédures rapides et efficaces pour lutter contre les atteintes aux droits de propriété intellectuelle.

En ce qui concerne les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle dont il est question dans la Partie III de l'Accord sur les ADPIC, la Thaïlande s'est acquittée de ses obligations en adoptant une législation en matière de propriété intellectuelle, par exemple la Loi B.E. 2537 (1994) sur le droit d'auteur, la Loi B.E. 2522 (1979) sur les brevets et la Loi B.E. 2543 (2000) sur la protection des schémas de configuration de circuits intégrés. Ces lois prévoient des mesures effectives pour réprimer les atteintes aux droits de propriété intellectuelle, notamment des injonctions, l'obligation de recueillir des éléments de preuve avant d'engager une action, ainsi que des sanctions pénales. La législation exige également que des mesures correctives suffisantes soient prévues.

De plus, la Loi B.E. 2539 (1996) portant création d'un tribunal de la propriété intellectuelle et du commerce international et en établissant le règlement, les Règles de procédure B.E. 2540 (1997) en matière de propriété intellectuelle et de commerce international et le Code civil et du commerce permettent de faire respecter les droits de propriété intellectuelle de manière juste et équitable. La législation susmentionnée habilite les autorités judiciaires à prononcer des ordonnances et à accorder des dommages-intérêts à la partie lésée, ainsi qu'à dédommager le défendeur pour tout préjudice subi du fait d'un abus des procédures. Il convient de noter que les autres procédures civiles et administratives qui ne sont visées ni par la Loi B.E. 2539 (1996) portant création d'un tribunal de la propriété intellectuelle et du commerce international et en établissant le règlement ni par les Règles de procédure B.E. 2540 (1997) en matière de propriété intellectuelle et de commerce international relèvent du Code de procédure civile B.E. 2477 (1934).

Pour la section 4 (Prescriptions spéciales concernant les mesures à la frontière) de la Partie III de l'Accord sur les ADPIC, les autorités douanières thaïlandaises sont habilitées par la Loi B.E. 2522 (1979) sur les exportations et les importations de marchandises dans le Royaume de Thaïlande et par la Loi B.E. 2469 (1926) sur les douanes à exercer leur autorité conformément aux dispositions de la section 4.

La Thaïlande reconnaît la nécessité d'avoir un régime de propriété intellectuelle adéquat, qui soit cohérent à l'échelle mondiale, car à l'ère actuelle de la mondialisation le commerce de produits et de services ne connaît pas de frontières. Nous avons donc sincèrement l'intention de nous acquitter de nos engagements dans les délais indiqués dans l'Accord, même si nous pensons que le régime législatif actuel prévoit une protection suffisante pour presque tous les aspects de la propriété intellectuelle visés par l'Accord sur les ADPIC.

Cependant, la promulgation de lois dans un pays démocratique comme la Thaïlande, où les citoyens sont de plus en plus éduqués et participent de plus en plus au processus législatif, est beaucoup plus difficile car les débats sont en général nombreux au Parlement, ce qui cause parfois des retards imprévus. Néanmoins, nous pensons que le résultat final sera non seulement conforme aux prescriptions de l'Accord sur les ADPIC, mais qu'il sera en outre accepté par la population thaïlandaise.

La Thaïlande accorde également une grande importance à la promotion des connaissances en matière de propriété intellectuelle à tous les niveaux. Actuellement, le Ministère du commerce et le Ministère de l'éducation mettent en œuvre conjointement un projet d'amélioration concrète des programmes d'éducation actuels afin d'y inclure les questions de propriété intellectuelle. Nous estimons que la Thaïlande sera dotée pour finir d'un régime de protection des droits de propriété intellectuelle bien équilibré et avancé.

La Thaïlande aimerait remercier les Membres qui ont soumis des questions et manifesté leur intérêt pour ses progrès dans le domaine de la propriété intellectuelle. Je pense que les informations que je viens de donner répondent plus ou moins aux questions et préoccupations exprimées par les

Membres. Nous avons cependant le regret de dire que nous ne serons pas en mesure de répondre aujourd'hui aux questions qui ont été soumises par les Membres après le délai fixé par le Conseil. Nous y répondrons par écrit en temps utile.

Enfin, sachez que la Thaïlande apprécie l'occasion qui lui est offerte d'être représentée ici aujourd'hui. Nous pensons en effet que cet exercice permet d'obtenir des indications supplémentaires sur la manière dont les Membres mettent en œuvre les règles multilatérales. La Thaïlande se félicite donc de toute question qui sera soumise par les Membres de l'OMC. Nous espérons en outre que ces questions seront constructives et suffisamment précises pour que nous puissions y apporter des réponses pertinentes et tout aussi constructives. Permettez-moi une fois encore de vous remercier de l'attention que vous accordez à la Thaïlande et d'émettre l'espoir que notre contribution d'aujourd'hui permettra de faire progresser la protection de la propriété intellectuelle.

II. RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR L'AUSTRALIE

A. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

1. Dans quelle mesure la protection actuelle du droit d'auteur en Thaïlande s'applique-t-elle à l'utilisation et à la diffusion d'œuvres protégées par le droit d'auteur sur des réseaux numériques tels qu'Internet? La législation sur le droit d'auteur contient-elle des dispositions portant expressément sur l'environnement numérique en ligne, et les tribunaux judiciaires ou administratifs ont-ils rendu des décisions marquantes touchant cette question?

La Loi thaïlandaise sur le droit d'auteur accorde la protection aux œuvres des auteurs indépendamment de la forme et des moyens d'expression utilisés. Les œuvres bénéficient donc de la même protection, même lorsqu'elles sont sous forme numérique. Il n'existe cependant pas de disposition particulière concernant l'environnement numérique en ligne. Néanmoins, les droits fondamentaux de reproduction, d'adaptation et de communication au public peuvent être interprétés comme protégeant les droits des propriétaires des œuvres présentées sous forme numérique, de sorte que ces derniers peuvent exercer un contrôle sur les actes des tiers qui exploitent leurs œuvres créatives sur Internet.

2. La législation de la Thaïlande prévoit-elle des exceptions particulières au droit d'auteur pour ce qui est d'autoriser l'utilisation par des tiers d'œuvres protégées par le droit d'auteur à des fins permises? Les tribunaux judiciaires ou administratifs ont-ils rendu des décisions marquantes touchant cette question? Y a-t-il des règles ou des constatations particulières concernant des exceptions à la protection des logiciels par le droit d'auteur ou des limitations de cette protection?

Oui, il existe des exceptions particulières au droit d'auteur, et ces exceptions figurent aux articles 32 à 43. Nous n'avons que quelques rares décisions de justice à ce sujet, à savoir les décisions de la Cour suprême n° 1732/2543 d'avril 2000 et n° 5843/2542 du 18 septembre 2000. Les exceptions à la protection des logiciels par droit d'auteur figurent à l'article 35. Toutefois, il n'existe pas de constatations particulières concernant les exceptions à cette protection ou les limitations de celle-ci.

3. La législation de votre pays confère-t-elle une protection du droit d'auteur aux œuvres créées par les pouvoirs publics? Dans l'affirmative, la législation protège-t-elle les pouvoirs publics de la même manière qu'elle protège d'autres créateurs d'œuvres protégées par le droit d'auteur ou si des dispositions différentes s'appliquent? Comment la législation de votre pays traite-t-elle l'utilisation par les pouvoirs publics d'œuvres protégées par le droit d'auteur? Par exemple, les pouvoirs publics sont-ils visés par les mêmes prescriptions que d'autres utilisateurs d'œuvres protégées par le droit d'auteur ou si des dispositions différentes s'appliquent?

Oui. L'article 14 établit que les ministères, les administrations publiques ou autres institutions gouvernementales ou locales sont propriétaires du droit d'auteur de l'œuvre qu'ils créent au cours de leur emploi, de leur exécution des ordres ou des contrôles, à moins qu'il n'en soit convenu autrement par écrit. La Loi sur le droit d'auteur protège les pouvoirs publics de la même manière et dans la même mesure que les auteurs privés. Toutefois, il est à noter que l'article 7 établit que certaines matières comme la législation, les décisions et les rapports, ne sont pas réputées être des œuvres protégées par le droit d'auteur.

4. Comment la législation de votre pays traite-t-elle la reproduction d'œuvres par des établissements d'enseignement? Les établissements d'enseignement sont-ils visés par les mêmes prescriptions que d'autres utilisateurs d'œuvres protégées par le droit d'auteur ou si des dispositions différentes s'appliquent? Y a-t-il des exceptions aux règles générales concernant la contrefaçon qui s'appliquent à la reproduction d'œuvres par des établissements d'enseignement?

La Loi thaïlandaise sur le droit d'auteur ne comporte pas de dispositions particulières concernant la reproduction d'œuvres par des établissements d'enseignement. Ces derniers sont donc soumis aux mêmes prescriptions que les autres utilisateurs d'œuvres protégées par le droit d'auteur.

5. Comment la législation de votre pays met-elle en œuvre les obligations prévues à l'article 14:3 de l'Accord sur les ADPIC en ce qui concerne les organismes de radiodiffusion?

Aux termes de la Loi thaïlandaise sur le droit d'auteur, les organismes de radiodiffusion sont protégés au titre d'auteurs d'œuvres protégées par le droit d'auteur et non au titre de producteurs protégés par les droits attachés à cette catégorie. Ils bénéficient donc des droits accordés aux propriétaires de droit d'auteur pour les autres catégories d'œuvres protégées par le droit d'auteur (voir l'article 6 et l'article 15). L'article 19 de la Loi sur le droit d'auteur précise également les actes qui sont réputés porter atteinte au droit d'auteur conformément à l'article 14:3 de l'Accord sur les ADPIC relatif aux organismes de radiodiffusion.

6. La législation de votre pays sanctionne-t-elle pénalement la contrefaçon? Dans l'affirmative, veuillez donner des précisions sur l'application de ces dispositions.

Oui, le fonctionnement de ces dispositions figure aux articles 69 à 77 de la Loi B.E. 2537 (A.D. 1994) sur le droit d'auteur qui a déjà été notifiée à l'OMC.

B. BREVETS (Y COMPRIS LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES)

7. Comment votre pays protège-t-il les obtentions végétales, ainsi que le prescrit l'article 27:3 b)? Si votre législation est fondée sur le système de l'UPOV, de quel Acte de l'UPOV s'inspire-t-elle? Les obtentions végétales peuvent-elles être protégées par un brevet dans votre pays?

La Thaïlande protège les obtentions végétales comme le prescrit l'article 27:3 b) en appliquant la Loi B.E. 2542 sur la protection *sui generis* des variétés végétales. Cette Loi a été promulguée en novembre 1999. La Loi B.E. 2542 sur la protection des variétés végétales est fondée sur le système UPOV, sur la Convention internationale pour la protection des végétaux du 2 décembre 1961, révisée à Genève le 10 novembre 1972, et le 23 octobre 1978. Les obtentions végétales ne peuvent pas être protégées par un brevet en Thaïlande.

C. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

8. À qui la législation qui protège les renseignements non divulgués de la manière prescrite à l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC s'applique-t-elle? La législation pertinente s'applique-t-elle aux pouvoirs publics et aux organismes liés à l'État?

Notre Loi sur les secrets commerciaux n'est pas encore entrée en vigueur. Elle se présente actuellement sous la forme du Projet de loi sur les secrets commerciaux que le Parlement est en train d'examiner. De manière générale, le projet de loi protège les renseignements non divulgués qualifiés de "secrets commerciaux" et s'applique à la fois aux personnes physiques et aux personnes morales. La protection des renseignements non divulgués est expressément prévue dans le cadre de la Loi sur les secrets commerciaux. De ce fait, pour bénéficier d'une protection, les renseignements non divulgués doivent répondre à la définition des secrets commerciaux. Et si les pouvoirs publics ou les organismes liés à l'État peuvent prouver que leurs renseignements non divulgués répondent à la définition des secrets commerciaux, la Loi sur les secrets commerciaux leur sera applicable.

III. RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE CANADA

1. Prière d'indiquer comment les obligations relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle (articles 41 à 61 de l'Accord sur les ADPIC) ont été exécutées.

En ce qui concerne les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle, dont il est question dans la Partie III de l'Accord sur les ADPIC, la Thaïlande s'est acquittée de ses obligations en adoptant une législation en matière de propriété intellectuelle, par exemple la Loi B.E. 2537 (1994) sur le droit d'auteur, la Loi B.E. 2522 (1979) sur les brevets, la Loi B.E. 2534 (1991) sur les marques de fabrique ou de commerce, et la Loi B.E. 2543 (2000) sur la protection des schémas de configuration de circuits intégrés. Ces lois prévoient des mesures effectives pour réprimer les infractions au droit de propriété intellectuelle, y compris des sanctions pénales. Il apparaît également qu'elles prévoient des voies de recours suffisantes contre les infractions.

De plus, la Loi B.E. 2539 (1996) portant création d'un tribunal de la propriété intellectuelle et du commerce extérieur et établissant le règlement, les Règles de procédure B.E. 2540 (1997) en matière de propriété intellectuelle et de commerce international et le Code civil et commercial permettent de faire respecter les droits de propriété intellectuelle de manière juste et équitable. La législation susmentionnée habilite les autorités judiciaires à prononcer des ordonnances et à accorder des dommages et intérêts à la partie lésée, ainsi qu'à dédommager le défendeur pour tout préjudice subi du fait d'un abus des procédures. Il convient de noter que les autres procédures civiles et administratives qui ne sont visées ni par la Loi B.E. 2539 (1996) portant création d'un tribunal de la propriété intellectuelle et du commerce extérieur et en établissant le règlement ni par les Règles de procédure B.E. 2540 (1997) en matière de propriété intellectuelle et de commerce international relèvent du Code de procédure civile B.E. 2477 (1934).

Pour la section 4 (Prescriptions spéciales concernant les mesures à la frontière) de la Partie III de l'Accord sur les ADPIC, les autorités douanières thaïlandaises sont habilitées par la Loi B.E. 2522 (1979) sur les exportations et les importations de marchandises dans le Royaume de Thaïlande et par la Loi B.E. 2469 (1926) sur les douanes à exercer leur autorité conformément aux dispositions de la section 4.

2. Quelle est la protection que votre législation sur le droit d'auteur confère aux "œuvres étrangères"?

En ce qui concerne la protection des œuvres étrangères par le droit d'auteur, le chapitre 5 (Protection internationale du droit d'auteur et des droits des artistes interprètes) de la Loi B.E. 2537 (1994) sur le droit d'auteur confère la même protection à l'œuvre d'un auteur d'un pays signataire de la Convention sur la protection du droit d'auteur, dont la Thaïlande est également signataire, et à l'œuvre protégée par le droit d'auteur d'une organisation internationale dont la Thaïlande est membre.

IV. RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET LEURS ÉTATS MEMBRES

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Pourriez-vous préciser si votre législation prévoit les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et la nutrition et pour promouvoir l'intérêt public dans des secteurs d'une importance vitale pour votre développement socioéconomique et technologique, mentionnées à l'article 8 de l'Accord sur les ADPIC? Dans l'affirmative, veuillez expliquer de quelle manière ces mesures sont compatibles avec les dispositions dudit accord.

Notre législation accorde la protection à travers divers textes législatifs dont le principal est la Loi B.E. 2522 (1979) sur la protection des consommateurs. De plus, toutes les lois thaïlandaises sur la propriété intellectuelle comportent des mesures pour empêcher que la santé publique et la nutrition ne fassent l'objet d'un monopole injustifié. Ces dispositions figurent, par exemple, à l'article 9 de la Loi B.E. 2522 (1979) telle qu'elle a été modifiée, qui établit que les inventions qui sont contraires à l'ordre public, à la moralité, à la santé et au bien-être publics ne doivent pas être protégées.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES – LOI SUR LE DROIT D'AUTEUR 2537 (ÈRE BOUDDHIQUE) (1994) (LA "LOI")

2. Pourriez-vous décrire la protection accordée aux auteurs de bases de données ou de compilations de données, ainsi que le prévoit l'article 10:2 de l'Accord sur les ADPIC, de même que confirmer où figurent, dans la loi, une définition de l'expression "bases de données" et une description de la protection accordée?

Les auteurs de bases de données sont protégés aux termes de l'article 12 de la Loi B.E. 2537 (A.D. 1994) sur le droit d'auteur. Bien que la Loi ne donne pas de définition pour l'expression "bases de données", l'article 12 établit que la protection peut être accordée aux auteurs de bases de données conformément à l'article 10:2 de l'Accord sur les ADPIC. Cela signifie qu'une personne qui fait une compilation de données ou crée une base de données ou d'autres éléments, exploitable ou transmissible par machine ou autre appareil, sera protégée par le droit d'auteur dans la mesure où elle aura sélectionné ou disposé les données d'une manière qui ne soit pas une imitation de l'œuvre d'une autre personne. La description de la protection figure également à cet article qui établit que la protection accordée au propriétaire du droit d'auteur ne devra pas porter préjudice aux droits des propriétaires de droit d'auteur d'œuvres, de données ou d'autres matières, créées par leurs auteurs initiaux et qui sont compilées ou composées. L'étendue de la protection figure à l'article 15 de la Loi.

3. Article 8 de la Loi – Pourriez-vous expliquer le sens de cette disposition en ce qui concerne la prescription voulant que, dans le cas d'une personne qui ne réside pas en Thaïlande, "cette résidence soit permanente et que l'auteur consacre la plus grande partie de son temps à la création de l'œuvre"? En particulier, comment cette disposition est-elle conforme à l'article 3.1 b) de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques?

Cet article veut dire que pour bénéficier de la protection au titre du droit d'auteur, une personne qui ne réside pas en Thaïlande doit passer tout le temps ou la plus grande partie du temps qu'elle consacre à la création de l'œuvre, en Thaïlande ou dans un pays membre de la Convention dont la Thaïlande est membre.

Concernant la conformité avec l'article 3.1 b) de la Convention de Berne, l'article 8:2 de la Loi accorde la même protection que l'article 3.1 b), c'est-à-dire qu'il n'est pas tenu compte de la nationalité de l'auteur, mais de l'endroit où l'œuvre est publiée pour la première fois.

4. Article 19 de la Loi – Pourriez-vous préciser la date qui marque le début de la durée du droit d'auteur; s'agit-il de la date à laquelle l'œuvre a été créée ou de la date de publication? Quelle est la définition de la date de création de l'œuvre?

Lorsque l'auteur est une personne physique, la durée du droit d'auteur débute à la date à laquelle l'œuvre a été créée et non à la date de sa publication. Toutefois, si l'auteur ou les coauteurs décède(nt) avant que l'œuvre ne soit publiée, la durée de la protection débute à la date de la première publication.

Si l'auteur est une personne morale, la durée du droit d'auteur débute dès la création; si l'œuvre est publiée pendant cette période, la durée du droit d'auteur débute dès la première publication.

5. Article 15 de la Loi – Pourriez-vous préciser dans quelles circonstances des conditions de cession sous licence restreindront de façon abusive la concurrence et confirmer si le règlement ministériel mentionné dans cette disposition est entré en vigueur?

L'article 15 de la Loi non seulement accorde au propriétaire du droit d'auteur les droits exclusifs de reproduire ou d'adapter son œuvre, etc., mais il l'habilite également à céder sous licence les droits figurant aux paragraphes 1), 2) ou 3) sans réserve ou sous certaines conditions, dans la mesure où ces conditions ne restreignent pas de façon abusive la concurrence. Sont considérées restreindre la concurrence de façon abusive, les conditions posées par le propriétaire du droit d'auteur qui, par exemple:

- imposent au titulaire de la licence de se procurer, en totalité ou en partie, les matériels nécessaires au procédé de reproduction de l'œuvre cédée sous licence, auprès du propriétaire du droit d'auteur ou de ses distributeurs autorisés, indépendamment du fait que le titulaire de la licence reçoive ou non une rémunération;
- interdisent au titulaire de la licence de se procurer, en totalité ou en partie, les matériels nécessaires au procédé de reproduction auprès d'un ou plusieurs partenaires spécifiques désignés par le propriétaire du droit d'auteur;
- prescrivent au titulaire de la licence d'utiliser d'autres œuvres protégées et lui demandent de verser une rémunération;
- stipulent ou limitent les droits du titulaire de la licence en matière de recherche ou de poursuite de l'étude portant sur les œuvres cédées sous licence.

À noter que le Règlement ministériel relatif aux mesures qui restreignent de façon abusive la concurrence est en vigueur depuis 1997.

6. Article 35:5 de la Loi – Pourriez-vous expliquer la définition d'un "nombre raisonnable" de programmes d'ordinateur qui peuvent être copiés par un utilisateur légitime afin de les conserver pour la maintenance ou en cas de perte?

L'article 35:5 permet à quiconque a acquis ou s'est procuré légitimement un programme d'ordinateur auprès d'une autre personne, de faire un nombre raisonnable de copies de ce programme afin de les conserver pour la maintenance ou en cas de perte. Il est entendu que "le nombre raisonnable" sera examiné cas par cas. Veuillez noter que le but des actes aux termes de l'article 35 ne doit pas être la réalisation de profits, et que le paragraphe 1 de l'article 32 doit dans tous les cas être respecté. Lorsqu'il s'agit d'usage personnel sans but commercial, par exemple, une copie doit être suffisante pour la maintenance ou en cas de perte.

7. Article 35:8 de la Loi – Pourriez-vous expliquer la portée de cette disposition qui permet l'adaptation de programmes d'ordinateur selon qu'il convient pour leur utilisation?

Cet article ne s'applique que dans le cas d'usage personnel sans but commercial.

8. Article 55 – Pourriez-vous indiquer si les décisions du Comité peuvent faire l'objet d'une révision judiciaire?

La décision du Comité du droit d'auteur à cet égard (article 55 de la Loi) sera sans appel.

9. Article 62 – Pourriez-vous expliquer comment cette disposition est conforme aux prescriptions de l'article 15 3) de la Convention de Berne de sorte que lorsque l'identité de l'auteur d'une œuvre anonyme est par la suite révélée, le droit d'auteur sur cette œuvre lui est rendu par l'éditeur de l'œuvre?

L'article 62 est conforme à l'article 15 3) de la Convention de Berne car le paragraphe 3 de l'article 62 n'établit pas une présomption absolue. Lorsque l'identité de l'auteur d'une œuvre anonyme est révélée, le droit d'auteur sur cette œuvre lui est rendu en vertu du paragraphe 2 de l'article 20.

10. Article 66 de la Loi – Pourriez-vous expliquer la portée et le sens de cette disposition?

Cet article s'applique à toute infraction à la Loi. Cela signifie que si le requérant dessaisit le tribunal en réglant l'affaire, le procureur ne peut plus poursuivre l'affaire.

11. Pourriez-vous indiquer de quelle manière votre législation accorde la protection rétroactive prévue conformément à l'article 18 de la Convention de Berne (cette obligation découle de l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC) et à l'article 14:6 de l'Accord sur les ADPIC?

L'article 61 de la Loi protège toute œuvre protégée par droit d'auteur d'un auteur issu d'un pays qui est membre de la Convention pour la protection du droit d'auteur et des droits des artistes interprètes ou exécutants, de la Convention de Berne, y compris de l'Accord sur les ADPIC. L'article 78 de la Loi traite également de la Règle relative à la rétroactivité comme le prescrit l'article 18 de la Convention de Berne. Il en résulte que la Loi s'applique aux œuvres protégées étrangères de la même manière que le prescrivent la Convention de Berne et l'Accord sur les ADPIC.

12. Pourriez-vous préciser si votre législation protège le droit de suite prévu à l'article 14ter de la Convention de Berne?

Dans la mesure où les membres de la Convention de Berne peuvent décider d'inclure ou non la protection du droit de suite dans leur législation nationale, la Thaïlande n'intègre pas ce droit dans la Loi sur le droit d'auteur.

13. Pourriez-vous indiquer si et, dans l'affirmative, comment les juges sont habilités à ordonner que les marchandises qui portent atteinte à un droit soient écartées des circuits commerciaux ou détruites?

Aux termes des lois existantes, les juges sont habilités à ordonner que les marchandises qui portent atteinte à un droit soient écartées des circuits commerciaux en ordonnant leur saisie ou leur confiscation.

14. Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les juges à faire indemniser un défendeur en cas d'usage abusif des procédures destinées à faire respecter les droits par le requérant?

Aux termes du Code civil et du commerce de la Thaïlande, le défendeur qui a subi un préjudice peut demander à être indemnisé pour les torts qui lui ont été causés.

15. Pourriez-vous indiquer comment votre législation assure la mise en œuvre de l'article 50 de l'Accord sur les ADPIC?

La Thaïlande a institué le Tribunal central de la propriété intellectuelle et du commerce international (le "tribunal IPIT") qui agit en tant qu'autorité judiciaire depuis 1997. Voir ses lois existantes qui ont été notifiées à l'OMC.

16. Pourriez-vous indiquer quelles sont les autorités compétentes relevant de votre juridiction auxquelles les détenteurs de droits doivent adresser leur demande visant à faire suspendre la mise en circulation de marchandises de contrefaçon par les autorités douanières?

Les autorités douanières traitent directement des mesures relatives à l'exportation de marchandises de contrefaçon.

17. Pourriez-vous indiquer s'il existe ou non des procédures pour suspendre l'exportation de marchandises de contrefaçon?

Les procédures pour suspendre l'exportation de marchandises de contrefaçon sont prévues dans plusieurs notifications ministérielles afin de se conformer à l'Accord sur les ADPIC. Voir les règlements pertinents qui ont été notifiés à l'OMC.

18. Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les autorités compétentes à ordonner la destruction ou la mise hors circuit de marchandises portant atteinte à un droit?

Les marchandises portant atteinte à un droit peuvent être détruites ou mises hors circuit à la suite d'un jugement émis par le tribunal IPIT.

19. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit une exception pour les importations *de minimis*?

Les notifications ministérielles ont prévu une exception pour les importations *de minimis*.

20. Pourriez-vous décrire les modalités selon lesquelles votre législation autorise les juges à ordonner la production d'éléments de preuve par la partie adverse? Veuillez fournir des renseignements précis sur les mesures qui sont prises pour assurer la protection des renseignements confidentiels.

L'article 123 du Code de procédure civile autorise les juges, à la demande d'une partie, à ordonner la production d'éléments de preuve par la partie adverse. Si les renseignements confidentiels répondent à la définition des secrets commerciaux, ils sont protégés au titre de la Loi thaïlandaise sur les secrets commerciaux.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE – LOI SUR LES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE 2534 (ÈRE BOUDDHIQUE) (1991) (LA "LOI") MODIFIÉE

21. Pourriez-vous préciser si des éléments tels que les sons, les parfums et les contenants peuvent ou non faire l'objet d'une protection?

Aux termes de la Loi, le terme "marque" s'entend d'une photographie, d'un dessin, d'un appareil, d'une marque commerciale, d'un mot, d'une lettre, d'un chiffre, d'une signature, des combinaisons de couleurs, de la forme ou de la configuration d'un objet; ou de chacun d'entre eux ou de toute combinaison de ceux-ci. Il en résulte que les sons, les parfums et les contenants ne sont pas protégés aux termes de notre législation.

22. Article 9 de la Loi – Pourriez-vous indiquer si et, dans l'affirmative, comment la protection d'une marque peut être demandée à l'égard de marchandises appartenant à différentes classes?

Le paragraphe 2 de l'article 9 établit qu'une demande ne peut pas couvrir des marchandises appartenant à différentes classes. Il en résulte que si le demandeur souhaite que sa marque couvre des marchandises appartenant à différentes classes, il doit présenter plusieurs demandes.

23. Pourriez-vous indiquer comment votre législation est conforme à l'article 16:3 de l'Accord sur les ADPIC?

L'article 8:10 de la Loi établit qu'une marque qui est identique à une marque notoirement connue, que celle-ci soit enregistrée ou non, comme le prescrivent les notifications ministérielles, ou une marque dont la ressemblance avec celle-ci est de nature à induire le public en erreur pour ce qui est du propriétaire ou de l'origine des marchandises, ne doit pas être enregistrée.

24. Pourriez-vous confirmer si, en vertu de votre législation, l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce peut ou non être indéfiniment renouvelé?

Aux termes de l'article 54 de la Loi thaïlandaise sur les marques de fabrique ou de commerce, l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce peut être indéfiniment renouvelée tous les dix ans.

25. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit ou non un mécanisme pour faire appel de décisions administratives finales devant les organes judiciaires?

Aux termes de l'article 38, pour faire appel d'un enregistrement, le déposant ou la partie qui s'y oppose peuvent faire appel de la décision du Comité des marques de fabrique ou de commerce devant le tribunal IPIT dans les 90 jours à compter de la date de réception de la décision.

26. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit ou non une exception pour les importations *de minimis*?

La Notification ministérielle B.E. 2530 (A.D. 1987) relative à l'exportation et à l'importation de marchandises dans le Royaume de Thaïlande prévoit une exception pour les importations *de minimis*.

27. Pourriez-vous indiquer comment votre législation assure la mise en œuvre de l'article 50 de l'Accord sur les ADPIC?

Les mesures provisoires prescrites par l'article 50 de l'Accord sur les ADPIC existent dans plusieurs lois thaïlandaises relatives à la propriété intellectuelle. Par exemple, l'article 65 de la Loi sur le droit d'auteur, l'article 77*bis* de la Loi sur les brevets et l'article 116 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce. Le tribunal est habilité à faire appliquer ces mesures en vertu des règles 13 à 19 des Règlements B.E. 2540 (A.D. 1997) relatifs aux affaires en matière de propriété intellectuelle et de commerce international.

De plus, des dispositions d'ordre général concernant les mesures provisoires figurent aux articles 254 à 270 du Code de procédure civile.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

28. Pourriez-vous expliquer si l'autorité responsable de l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce peut refuser une demande d'enregistrement si la marque de fabrique ou de commerce contient une indication géographique?

Aux termes de l'article 8:12 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, l'enregistrement de toute marque de fabrique ou de commerce contenant une indication géographique est interdit.

29. Pourriez-vous préciser quelle est la définition d'une indication géographique dans votre législation?

La définition d'une indication géographique reste à confirmer étant donné que le Projet de loi est encore en cours d'examen auprès du Parlement. Toutefois, elle sera vraisemblablement le reflet de la définition figurant à l'article 22 de l'Accord sur les ADPIC.

30. Pourriez-vous décrire et expliquer les dispositions de votre législation établissant un lien, le cas échéant, entre les caractéristiques d'une indication et son origine géographique?

Le lien est précisé dans la définition d'une indication géographique qui reste encore à finaliser.

31. Pourriez-vous indiquer comment votre législation accorde une protection additionnelle aux vins et spiritueux? Veuillez citer, le cas échéant, d'autres types de produits visés par cette protection additionnelle.

L'article 25 du Projet de loi sur la protection des indications géographiques est à l'image de la protection particulière aux termes de l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC. Les genres de produits bénéficiant d'une protection particulière seront précisés dans les Règlements ministériels.

32. Pourriez-vous expliquer comment les exceptions visées à l'article 24 de l'Accord sur les ADPIC sont utilisées dans votre juridiction? Pourriez-vous fournir des exemples d'utilisation des exceptions par les tribunaux ou des listes de noms considérées comme génériques dans votre juridiction?

Les exceptions sont prévues aux termes de l'article 5 du Projet de loi sur la protection des indications géographiques. Le Projet de loi n'étant pas encore passé, les listes de noms doivent encore être examinées.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS - LOI SUR LES BREVETS 2522 (ÈRE BOUDDHIQUE) (1979) MODIFIÉE

33. Pourriez-vous indiquer si, en vertu de votre législation, la protection s'étend ou non aux dessins et modèles dictés essentiellement par des considérations techniques ou fonctionnelles? Veuillez expliquer comment les dessins et modèles de textiles sont protégés.

Oui, les dessins et modèles dictés par des considérations techniques ou fonctionnelles sont protégés aux termes du chapitre 3 de la Loi sur les brevets. Toutefois, il est à noter que la protection est accordée à l'apparence du produit bien que ce produit soit dicté par des considérations techniques ou fonctionnelles. En ce qui concerne les dessins et modèles de textiles, ils peuvent également être protégés au titre de la Loi sur les brevets. En outre, ils peuvent être protégés automatiquement au titre de la Loi sur le droit d'auteur.

34. Pourriez-vous indiquer comment votre législation protège le titulaire d'un dessin ou modèle de l'importation d'articles portant ou comportant ce dessin ou modèle ou une copie de celui-ci?

L'article 63 de la Loi sur les brevets prévoit que seul le détenteur du brevet peut importer des articles incorporant le dessin ou le modèle breveté. De ce fait, l'importation non autorisée d'articles incorporant ou copiant le dessin ou modèle breveté, est interdite.

35. Pourriez-vous préciser si votre législation prévoit ou non le droit de délivrer une licence obligatoire pour les dessins et modèles industriels?

Non, il n'existe pas de disposition obligeant à délivrer une licence pour les dessins et modèles industriels au titre de la Loi sur les brevets. Toutefois, si la conduite du détenteur du dessin ou du modèle breveté n'est pas compatible avec la concurrence loyale, le détenteur du dessin ou du modèle peut être contraint de concéder une licence par l'application de la Loi B.E. 2542 (1999) sur la concurrence.

36. Pourriez-vous spécifier quelle est la durée de la protection offerte aux dessins et modèles industriels dans votre législation?

Conformément à l'article 62 de la Loi, les dessins et modèles brevetés bénéficient de la protection pour une durée de dix ans à compter de la date de dépôt de la demande.

F. BREVETS – LOI SUR LES BREVETS 2522 (ÈRE BOUDDHIQUE) (1979) (LA "LOI") MODIFIÉE

37. Pourriez-vous préciser si les procédés essentiellement biologiques sont ou non exclus de votre législation?

L'article 9 1) de la Loi établit que les micro-organismes présents de manière naturelle ainsi que leurs composants ne sont pas protégés aux termes de la Loi. Cependant la Loi n'interdit pas de breveter un procédé biologique s'il ne constitue pas une découverte.

38. Pourriez-vous indiquer comment les micro-organismes, les procédés non essentiellement biologiques et les procédés microbiologiques sont protégés dans votre législation?

Ils sont protégés aux termes de l'article 9 de la loi, à l'exception des micro-organismes présents de manière naturelle.

39. Pourriez-vous expliquer comment votre législation protège le titulaire d'un droit de brevet de l'importation et de l'offre à la vente d'une invention brevetée?

L'article 36:1 de la Loi établit que seul le titulaire d'un brevet a le droit de produire, d'utiliser, de vendre, d'avoir en sa possession pour le vendre, d'offrir à la vente ou d'importer le produit breveté.

40. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit une protection par brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture?

De manière générale, la Loi sur les brevets accorde une protection égale à tous les domaines technologiques. Si un produit pharmaceutique ou un produit chimique pour l'agriculture constitue une nouveauté, implique une activité inventive et est susceptible d'application industrielle, il peut être protégé par la Loi.

41. Pourriez-vous préciser si la protection d'un procédé par brevet vise le produit obtenu directement par ce procédé?

Aux termes de l'article 36:2 de la Loi, lorsque l'objet d'un brevet est un procédé, le titulaire du brevet a le droit d'utiliser le procédé breveté, de produire, d'utiliser, de vendre, d'avoir en sa possession pour le vendre, d'offrir à la vente ou d'importer le produit breveté obtenu par le procédé breveté.

42. Pourriez-vous expliquer comment votre législation garantit le renversement de la charge de la preuve pour les brevets de procédé?

L'article 77 de la Loi sur les brevets prévoit le renversement de la charge de la preuve dans le cas où le titulaire du brevet poursuit le contrevenant en responsabilité civile et où le titulaire du brevet peut prouver que le produit du contrevenant est semblable à celui du titulaire du brevet.

43. Pourriez-vous expliquer si votre législation prévoit, le cas échéant, des conditions additionnelles, autres que la divulgation suffisamment claire de l'invention stipulée à l'article 29 de l'Accord sur les ADPIC (par exemple la production d'une justification aux fins de l'accès à des matériels génétiques ou le consentement éclairé préalable à l'utilisation)? S'il est prévu des conditions additionnelles de ce type, veuillez préciser la législation pertinente et décrire ces conditions en détail.

Aux termes de l'article 17 de la loi, la demande d'enregistrement d'un brevet doit contenir, entre autres conditions, une description détaillée de l'invention en termes suffisamment complets, concis, et clairs et exacts, pour permettre à toute personne normalement qualifiée dans le métier auquel il se rapporte, ou auquel il est le plus étroitement lié, de fabriquer ou d'utiliser l'invention, et décrivant la meilleure façon que l'inventeur a imaginée pour exploiter l'invention. De ce fait, la Loi ne prévoit pas de conditions additionnelles.

44. Pourriez-vous expliquer comment votre législation garantit explicitement qu'un candidat utilisateur s'est efforcé d'obtenir l'autorisation du détenteur du droit, suivant des conditions et modalités commerciales raisonnables et que ses efforts n'ont pas abouti dans un délai raisonnable? Dans ce contexte, comment définissez-vous l'expression "délai raisonnable"? Pourriez-vous par ailleurs expliquer comment votre législation garantit que l'utilisation d'une licence obligatoire est autorisée principalement pour l'approvisionnement du marché intérieur du Membre qui a autorisé cette utilisation?

Notre législation le garantit en exigeant que le candidat utilisateur démontre au Directeur général les efforts qu'il a faits, et la question est normalement examinée cas par cas. Il n'est pas possible de définir l'expression "délai raisonnable". La raison en est que ce délai varie selon les circonstances. Nous garantissons que l'utilisation d'une licence obligatoire est autorisée par une disposition prévue dans la Loi sur les brevets. Mais il n'est pas toujours nécessaire de donner cette autorisation principalement pour l'approvisionnement du marché intérieur.

45. Pourriez-vous préciser si votre législation accorde une protection additionnelle aux innovations après l'expiration de la période de 20 ans pendant laquelle la protection par brevet est conférée?

La durée de la protection par brevet d'une invention est de 20 ans et n'est pas renouvelable.

46. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit un mécanisme pour faire appel de décisions administratives finales devant les organes judiciaires?

Oui, l'article 74 de la Loi B.E. 2522 (A.D. 1979) sur les brevets prévoit un mécanisme pour faire appel des décisions administratives finales devant les organes judiciaires.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

47. Pourriez-vous indiquer de quelle manière votre législation nationale protège le détenteur d'un droit de l'importation, la vente ou la distribution illégales, à des fins commerciales, de topographies, notamment les circuits intégrés ou autres articles dans lesquels une topographie est incorporée, conformément à l'article 36 de l'Accord sur les ADPIC?

L'article 22:2 de la Loi accorde au détenteur d'un droit, le droit exclusif d'importer dans le Royaume (de Thaïlande), vendre ou distribuer de toute autre manière, à des fins commerciales, le schéma de configuration pour lequel la protection lui est accordée, ou un circuit intégré dans lequel le schéma de configuration protégé est incorporé ou un article incorporant un tel circuit intégré.

48. Pourriez-vous expliquer comment votre législation institue la dérogation aux dispositions de l'article 36 spécifiée à l'article 37 de l'Accord sur les ADPIC dans le cas où une personne ne savait pas ou n'avait pas de raison valable de savoir, lorsqu'elle a acquis un circuit intégré ou un article l'incorporant, qu'il contenait une topographie illicite?

Conformément à l'article 23:4 de la Loi, si une personne commet tout acte énuméré à l'article 22:2 en ne sachant pas ou en n'ayant pas de raison valable de savoir, lorsqu'elle a acquis un tel circuit intégré ou un tel article, qu'il incorporait un schéma de configuration portant atteinte au droit du détenteur du droit de propriété intellectuelle; dans ce cas, la personne qui commet cet acte, après avoir reçu notification que ces circuits intégrés ou ces articles incorporent le schéma de configuration portant atteinte au droit du détenteur de droit, peut continuer à effectuer tout acte figurant à l'article 22:2 eu égard aux circuits intégrés ou articles qu'elle avait en stock ou qui lui ont été

commandés pour être distribués antérieurement à ladite notification, mais devra payer au détenteur du droit une redevance d'un montant raisonnable au cours des opérations commerciales.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

49. Pourriez-vous expliquer si votre législation prévoit ou non une durée de protection définie pour les renseignements non divulgués? Dans l'affirmative, précisez cette durée.

La protection des renseignements non divulgués est garantie aussi longtemps que ces renseignements demeurent non divulgués dans les conditions prévues par la loi.

50. Pourriez-vous expliquer comment votre législation définit l'expression "renseignements non divulgués"?

Conformément à l'article 3 du Projet de loi sur les secrets commerciaux, l'expression "renseignements non divulgués" équivaut à l'expression "secret commercial" dans notre loi, laquelle s'entend des renseignements commerciaux qui ne sont pas généralement connus de personnes appartenant aux milieux qui s'occupent normalement du genre de renseignements en question ou ne leur sont pas aisément accessibles. De plus, les renseignements doivent avoir une valeur commerciale parce qu'ils sont secrets et avoir fait l'objet, de la part de la personne qui en a licitement le contrôle, de dispositions raisonnables, compte tenu des circonstances, destinées à les garder secrets.

51. Pourriez-vous indiquer comment votre législation définit les données communiquées aux pouvoirs publics ou à leurs organismes?

L'article 15 du Projet de loi sur les secrets commerciaux établit que l'organisme d'État responsable a le devoir d'empêcher que les données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données non divulguées, ne soient divulguées, obtenues ou exploitées commercialement de manière déloyale. Les modalités selon lesquelles la protection est accordée seront spécifiées dans les Règlements ministériels.

Dans la pratique, les renseignements et les données pertinentes qui sont communiqués par le déposant dans le cadre de la demande d'enregistrement de médicaments seront gardés secrets par l'Office de contrôle des médicaments et des denrées alimentaires. Cette disposition est considérée comme conforme à l'Accord sur les ADPIC. Toutefois, l'Accord sur les ADPIC n'exige pas que les pays Membres accordent une forme de protection du caractère exclusif des données au premier demandeur d'enregistrement des médicaments. De plus, la Loi thaïlandaise sur les médicaments ne comporte pas cette disposition. Qui plus est, la plupart des pays Membres de l'OMC n'accordent pas de protection juridique au caractère exclusif des données.

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

52. Pourriez-vous décrire comment votre législation permet une action efficace contre les atteintes aux droits de propriété intellectuelle?

Les mesures correctives en matière d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle en Thaïlande peuvent avoir un caractère civil aussi bien que pénal. L'atteinte aux droits de propriété intellectuelle, y compris au droit d'auteur, au droit des marques de fabrique ou de commerce et au droit des brevets, est pénale par nature. Le propriétaire d'un droit peut s'adresser à la police et lui demander d'effectuer une descente comme pour toutes les autres activités pénales; ou encore il peut intenter une action civile auprès du tribunal de justice pour obtenir une injonction et des dommages-intérêts.

S'il opte pour la procédure pénale, le propriétaire d'un droit peut déposer une plainte auprès de la police qui, alors, demandera au Tribunal central de la propriété intellectuelle et du commerce international, qui est le tribunal spécialisé ayant le pouvoir exclusif de rendre justice en la matière dans tout le pays, de justifier l'enquête. S'il existe des éléments de preuve suffisants pour justifier des poursuites, un procureur du Bureau du Procureur général prendra l'affaire en mains et poursuivra les contrevenants. Les propriétaires d'un droit peuvent se joindre au procureur au titre de coprocurateur dans l'affaire initiée par le procureur. Les poursuites menées par une personne physique sont rares mais possibles, surtout dans les cas où la police et le procureur estiment que les éléments de preuve ne sont pas suffisants pour prononcer une condamnation mais où le propriétaire du droit trouve évident de l'estimer autrement.

Depuis la création du Tribunal central de la propriété intellectuelle et du commerce international, la Loi en Thaïlande incite les détenteurs d'un droit à recourir à des mesures correctives civiles comme le font la plupart des nations industrialisées. S'il recourt à des mesures correctives civiles, le propriétaire d'un droit peut demander au tribunal d'émettre une injonction et d'ordonner de pénétrer dans les locaux du prétendu contrevenant pour saisir des éléments de preuve. La demande est entendue *ex parte* et à huis clos. Dans la plupart des cas, la demande est acceptée le jour même de sa présentation. Les propriétaires de droits doivent supporter les frais de leur représentation légale. Le requérant doit justifier les dommages-intérêts. Les dommages-intérêts sont évalués de manière à compenser la perte des avantages conférés au détenteur du droit ainsi que les dépens pour faire respecter son droit, augmentés des honoraires d'avocat appropriés.

Les moyens de faire respecter les droits au niveau pénal ont l'avantage d'utiliser les services d'état pour faire respecter les droits de propriété intellectuelle. Toutefois, étant donné que l'Accord sur les ADPIC reconnaît dans son préambule que les droits de propriété intellectuelle sont des droits privés, nous espérons inciter plus fortement les propriétaires de droits à utiliser des mesures correctives civiles qui présentent des avantages comme des normes de preuve moins élevées, le contrôle des procédures et des dommages-intérêts. La procédure pénale fait droit à la demande de confiscation et de destruction des marchandises contrefaites qui portent atteinte à un droit. D'un autre côté, l'action civile peut recourir au principe de l'enrichissement injuste pour obtenir un résultat similaire. Aucun cas test n'a encore été jugé au niveau civil.

À l'heure actuelle, plus de 95 pour cent des cas d'atteinte à des droits de propriété intellectuelle sont des affaires pénales. Les propriétaires de droits préfèrent entamer des poursuites au niveau pénal plutôt que d'entamer des poursuites à titre personnel ou d'intenter une action civile. C'est un domaine dans lequel il est nécessaire de sensibiliser plus largement la profession juridique aux mesures correctives civiles, notamment à celles prescrites par l'Accord sur les ADPIC et mises en œuvre par les Règles de procédure du Tribunal de la propriété intellectuelle et du commerce international.

53. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit ou non un mécanisme pour faire appel de décisions administratives finales devant les organes judiciaires?

Oui, il est possible de faire appel de toutes les décisions administratives concernant les droits de propriété intellectuelle auprès du Tribunal central de la propriété intellectuelle et du commerce international puis auprès du Département de la propriété intellectuelle et du commerce international de la Cour suprême, sans passer par la Cour d'appel.

54. Pourriez-vous décrire les modalités selon lesquelles votre législation autorise les juges à ordonner la production d'éléments de preuve par la partie adverse? Veuillez fournir des renseignements précis sur les mesures qui sont prises pour assurer la protection des renseignements confidentiels.

La production d'éléments de preuve par la partie adverse peut être ordonnée à trois stades:

- i) avant d'intenter un procès, en application des articles 28 et 29 de la Loi sur la création et la procédure du Tribunal de la propriété intellectuelle et du commerce international, lesquels prévoient qu'il peut être ordonné, à la demande du requérant, la production d'éléments de preuve détenus par la partie adverse ou par un tiers. L'application des articles 28 et 29 doit être complétée par les règles n° 20 à 22 des Règles applicables aux affaires relatives à la propriété intellectuelle et au commerce international. Les procédures sont menées *ex parte* et à huis clos pour sauvegarder les renseignements confidentiels. La constitution d'une caution pour le paiement des dommages-intérêts vise à se prémunir contre les abus.
- ii) à la séance de conciliation, conformément à l'article 183 du Code de procédure civile, et;
- iii) lors du procès, en application de l'article 123 du Code de procédure civile. Le refus de produire les éléments de preuve mènent à des déductions défavorables à l'égard de l'autre partie. Il entraîne également la responsabilité pénale au titre de l'article 170 du Code civil.

Pour protéger les renseignements confidentiels, les procédures à huis clos doivent être demandées au titre de la règle n° 24 des Règles applicables aux affaires relatives à la propriété intellectuelle et au commerce international.

55. Pourriez-vous citer les dispositions de votre législation qui autorisent les juges à ordonner à un défendeur de cesser de porter atteinte à un droit?

L'article 8 du Projet de loi sur les secrets commerciaux, l'article 77*bis* de la Loi de 1979 sur les brevets (qui couvre également les dessins et modèles industriels), les règles n° 12 à 19 des Règles applicables aux affaires relatives à la propriété intellectuelle et au commerce international, et l'article 254 2) du Code de procédure civile donnent pouvoir aux juges du Tribunal central de la propriété intellectuelle et du commerce international d'ordonner à un défendeur de cesser de porter atteinte à un droit.

56. Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les juges à ordonner le versement au détenteur du droit de dommages-intérêts adéquats en réparation du dommage qu'il a subi?

L'article 438 du Code civil et du commerce confère aux tribunaux le pouvoir d'accorder les dommages-intérêts qu'ils estiment appropriés, en prenant en considération les circonstances et la gravité de l'acte répréhensible. Les législations modernes relatives à la propriété intellectuelle, comme par exemple l'article 64 de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur, modifient ces dispositions en incluant dans les dommages-intérêts la perte des avantages et les dépenses nécessaires pour faire respecter les droits. L'article 13 du Projet de loi sur les secrets commerciaux va plus loin en accordant des dommages-intérêts à caractère pénal (doubles dommages-intérêts) en cas de conduite délibérément malveillante, ainsi qu'un compte de recouvrement des profits. Les législations et la jurisprudence à cet égard incitent de plus en plus à recourir à l'action civile pour faire respecter les droits de propriété intellectuelle.

57. Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les juges à ordonner le paiement des frais du détenteur du droit par le contrevenant?

L'article 64 de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur, conformément à l'article 45 de l'Accord sur les ADPIC, donne la possibilité de prévoir clairement le remboursement des dépenses subies pour faire respecter les droits. Celui-ci devra également comprendre les frais d'enquête par un détective privé et les honoraires d'avocat. La logique et la philosophie contenues dans la Loi sur le droit d'auteur aidera les tribunaux à interpréter l'article 161 du Code de procédure civile en matière d'imposition des frais.

58. Pourriez-vous indiquer si et, dans l'affirmative, comment les juges sont habilités à ordonner que les marchandises qui portent atteinte à un droit soient écartées des circuits commerciaux ou détruites?

L'article 33 du Code pénal confère aux juges le pouvoir de confisquer tout bien utilisé ou destiné à être utilisé pour commettre une infraction. Ce pouvoir s'étend jusqu'aux biens résultant de l'infraction commise. Les législations modernes concernant la propriété intellectuelle donnent mandat aux juges de procéder ainsi. Par exemple, l'article 76 de la Loi de 1997 sur le droit d'auteur stipule que tout produit portant atteinte au droit d'auteur dont la propriété est attribuée au défendeur sera dévolu au propriétaire du droit d'auteur. Tous les matériaux ayant servi à commettre le délit devront être confisqués. Par exemple, la propriété des copies piratées de l'œuvre sera transférée au profit du propriétaire du droit d'auteur, tandis que la machine utilisée pour produire le CD, par exemple, sera confisquée. Ces mesures assurent la destruction des œuvres piratées ou leur mise à l'écart des circuits commerciaux. L'article 53 de la Loi de 2000 sur la protection des schémas de configuration de circuits intégrés est plus spécifique en ce sens qu'après la confiscation, le tribunal peut ordonner la destruction ou la mise à l'écart des circuits commerciaux des produits portant atteinte au droit.

59. Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les juges à faire indemniser un défendeur en cas d'usage abusif des procédures destinées à faire respecter les droits par le requérant?

Les injonctions intérimaires sont toujours accompagnées de la constitution d'une caution pour les préjudices causés aux défendeurs. Voir le détail des dispositions figurant aux règles n° 12 à 22 des Règles applicables aux affaires relatives à la propriété intellectuelle et au commerce international. Traditionnellement, le défendeur peut intenter une action pour préjudice subi du fait de la conduite délibérément malveillante du requérant et la caution pour les dépens est destinée à assister le défendeur et à protéger contre les abus.

60. Pourriez-vous indiquer comment votre législation assure la mise en œuvre de l'article 50 de l'Accord sur les ADPIC?

En Thaïlande, la méthode habituellement employée dans la répression des actes portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle est toujours de faire une descente de police. Toutefois, les dispositions de l'Accord sur les ADPIC, notamment l'article 50, confèrent à l'autorité judiciaire le pouvoir d'ordonner l'adoption de mesures provisoires rapides et efficaces:

- a) pour empêcher qu'un acte portant atteinte à un droit de propriété intellectuelle ne soit commis et empêcher l'introduction dans les circuits commerciaux. (Injonction préventive);
- b) pour sauvegarder les éléments de preuve pertinents relatifs à cette atteinte alléguée. (*Ordonnance Anton Piller*).

L'injonction préventive au titre de l'article 50 1) a) a été mise en œuvre pour la première fois en Thaïlande dans l'article 116 de la Loi de 1991 sur les marques de fabrique ou de commerce,

l'article 77bis de la Loi de 1992 (deuxième amendement) sur les brevets et l'article 65 de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur. Elle est ressentie comme une innovation dans les règles de procédure thaïlandaises du fait que contrairement aux dispositions relatives aux mesures provisoires avant le jugement aux termes du Code de procédure civile, l'injonction préventive au titre de la législation relative à la propriété intellectuelle peut être demandée avant le dépôt d'une plainte ou avant les poursuites.

Les législations relatives à la mise en œuvre doivent être appliquées conjointement avec les règles n° 12 à 19 des Règles applicables aux affaires relatives à la propriété intellectuelle et au commerce international.

L'article 50 1) b) de l'Accord sur les ADPIC est mis en œuvre en Thaïlande par l'article 29 de la Loi de 1996 sur la création et les procédures du Tribunal de la propriété intellectuelle et du commerce international et par les règles n° 20 à 22 des Règles applicables aux affaires relatives à la propriété intellectuelle et au commerce international.

La procédure ci-dessus est devenue générique pour la protection de la propriété intellectuelle en Thaïlande.

61. Pourriez-vous indiquer quelles sont les autorités compétentes relevant de votre juridiction auxquelles les détenteurs de droits doivent adresser leur demande visant à faire suspendre la mise en circulation de marchandises de contrefaçon par les autorités douanières?

Le Département des douanes du Ministère des finances.

62. Pourriez-vous indiquer s'il existe ou non des procédures pour suspendre l'exportation de marchandises de contrefaçon?

Oui. L'Ordonnance générale n° 2/2531 du Département des douanes, la Notification n° 94 du Ministère du commerce relative aux exportations et aux importations et la Notification n° 95 du Ministère du commerce relative aux exportations et aux importations prévoient des dispositions pour suspendre l'exportation des marchandises de contrefaçon.

63. Pourriez-vous indiquer comment votre législation assure la mise en œuvre de l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC?

Niveau des sanctions et effet dissuasif: En cas d'atteinte au droit d'auteur à des fins commerciales, la sanction est l'emprisonnement pour une durée de six mois pouvant aller jusqu'à quatre ans, ou une amende de 100 000 à 800 000 baht, ou les deux peines à la fois (article 69 paragraphe 2 de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur). En cas de contrefaçon d'une marque de fabrique ou de commerce, la sanction est l'emprisonnement pour une durée maximale de quatre ans ou une amende maximale de 400 000 baht, ou les deux peines à la fois (article 108 de la Loi de 1991 sur les marques de fabrique ou de commerce). En cas d'atteinte au droit des brevets, la sanction est l'emprisonnement pour une durée maximale de deux ans ou une amende maximale de 400 000 baht, ou les deux peines à la fois (article 85 de la Loi de 1979 sur les brevets). La Loi sur la protection des schémas de configuration de circuits intégrés, bien qu'elle n'impose pas de durée pour l'emprisonnement, prescrit une amende maximale de 500 000 baht. Le Projet de loi sur les indications géographiques et le Projet de loi sur les secrets commerciaux mettent également en cause la responsabilité pénale en cas d'atteinte à un droit.

En termes philosophiques, l'atteinte au droit d'auteur est comparable à un vol. Or si on regarde le Code pénal thaïlandais, le vol est passible d'emprisonnement pour une durée maximale de

trois ans et d'une amende maximale de 6 000 baht (article 334 du Code pénal thaïlandais). L'atteinte au droit d'auteur avec une peine maximale de quatre ans d'emprisonnement et une amende maximale de 800 000 baht est donc beaucoup plus sévèrement punie que le vol. Cette mesure va nettement au-delà des attentes de l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC.

V. RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE JAPON

A. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

1. Veuillez donner des explications sur les exceptions ou exemptions concernant le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée éventuellement prévues par la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins, comme l'autorisent les articles 3 et 4 de l'Accord sur les ADPIC.

La Loi thaïlandaise sur le droit d'auteur accorde la même protection aux thaïlandais et aux étrangers, c'est-à-dire sans discrimination (voir l'article 61).

B. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

2. Concernant les "marques notoirement connues", veuillez expliquer comment votre pays met en œuvre dans sa législation l'article 16:2 et 16:3 de l'Accord sur les ADPIC, auquel l'article 6bis de la Convention de Paris s'appliquera mutatis mutandis. Veuillez indiquer quelles sont les dispositions pertinentes de votre législation à cet égard.

L'article 8 10) de la Loi B.E. 2534 sur les marques de fabrique ou de commerce modifiée par la Loi B.E.2543 sur les marques de fabrique ou de commerce prévoit qu'une marque qui est identique à une marque notoirement connue, que celle-ci soit enregistrée ou non, comme l'établissent les Notifications ministérielles, ou dont la ressemblance avec celle-ci est de nature à induire le public en erreur pour ce qui est de son propriétaire ou de l'origine des marchandises ne doit pas être enregistrée.

C. BREVETS

3. La législation de votre pays prévoit-elle la protection par brevet des inventions de produit ou de procédé dans tous les domaines technologiques? Y a-t-il des exceptions? Dans l'affirmative, veuillez indiquer quelles sont ces exceptions et en quoi elles sont compatibles avec l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC.

Oui, la Loi sur les brevets prévoit la protection des produits dans tous les domaines technologiques. Toutefois, il existe quelques exceptions qui sont énumérées à l'article 9 de la Loi B.E. 2522 sur les brevets, modifiée par la Loi (n° 2) B.E. 2535 sur les brevets. La liste des exceptions figure à l'article 9 de la Loi B.E. 2522 sur les brevets, modifiée par la Loi (n° 2) B.E. 2535 sur les brevets.

4. La législation de votre pays soumet-elle la concession de licences obligatoires à toutes les conditions énumérées à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC? Veuillez indiquer quelles sont les dispositions pertinentes de votre législation à cet égard.

Oui, les dispositions pertinentes de la Loi thaïlandaise sur les brevets sont les articles 46, 51 et 52 de la Loi (n°3) B.E. 2542 sur les brevets.

D. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

5. Veuillez expliquer de quelle manière la législation de votre pays protège les "renseignements non divulgués" conformément aux dispositions de l'article 39:1 et 39:2 de l'Accord sur les ADPIC. Veuillez fournir des explications précises et indiquer quelles sont les dispositions pertinentes de votre législation à cet égard.

Les renseignements non divulgués sont protégés aux termes des articles 322 à 325 du Code pénal, et l'article 420 du Code civil et du commerce. La protection additionnelle des renseignements non divulgués qui répondent à la définition du "secret commercial" est prévue aux termes du Projet de loi sur les secrets commerciaux.

6. Si votre législation garantit que les données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données communiquées par le déposant à l'organisme public compétent dans le cadre de la procédure d'autorisation de mise sur le marché d'un produit pharmaceutique ou d'un produit chimique pour l'agriculture sont protégées contre la divulgation et contre l'exploitation déloyale dans le commerce par un concurrent, en interdisant, par exemple, à un second déposant d'invoquer les données initiales du premier déposant lorsqu'il demande ultérieurement une autorisation de mise sur le marché pour un produit similaire, veuillez fournir des explications précises à cet égard. La législation de votre pays prévoit-elle des exceptions en la matière? Prévoit-elle une période déterminée de protection, par l'organisme public compétent, des données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données communiquées par le premier déposant? Dans l'affirmative, veuillez fournir des explications précises sur cette période déterminée, en indiquant les dispositions législatives pertinentes.

L'enregistrement des médicaments est du ressort de l'Office de contrôle des médicaments et des denrées alimentaires. L'objectif est de contrôler les normes, la qualité, l'efficacité et la sécurité de l'utilisation des médicaments aux termes de la Loi sur les médicaments.

L'article 15 du Projet de loi sur les secrets commerciaux établit que l'organisme d'État responsable a le devoir d'empêcher que les données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données non divulguées, ne soient divulguées, obtenues ou exploitées commercialement de manière déloyale. Les modalités selon lesquelles la protection est accordée seront spécifiées dans les Règlements ministériels. En ce qui concerne les exceptions, elles figurent à l'article 7 2) du Projet de loi sur les secrets commerciaux, qui prévoit essentiellement que tout acte parmi les suivants, commis par l'organisme d'État responsable au regard de la protection des secrets commerciaux ne sera pas considéré comme portant atteinte aux droits de secret commercial:

- a) si cela s'avère nécessaire pour protéger la santé ou la sécurité publiques; ou
- b) si cela s'avère nécessaire pour d'autres intérêts publics qui n'ont pas d'avantage commercial. Dans ce cas, l'organisme d'État responsable doit prendre toutes les mesures pour protéger le secret commercial concerné contre l'exploitation commerciale déloyale.

Oui, les détails seront précisés dans les Règlements ministériels.

E. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

7. Veuillez indiquer quelles sont les mesures correctives prévues par l'Accord sur les ADPIC – à savoir les injonctions, les dommages-intérêts, les dépens, la destruction ou la mise à l'écart des marchandises portant atteinte à un droit, et des matériaux ou instruments qui ont

servi à leur fabrication – que les autorités judiciaires ordonnent pour chaque droit de propriété intellectuelle. Veuillez expliquer quels sont les critères retenus pour fixer le montant des dommages-intérêts dont les autorités judiciaires ordonnent le paiement, par le contrevenant, au détenteur du droit et de quelle manière ce montant est calculé.

Les mesures correctives en matière d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle en Thaïlande peuvent être d'ordre civil aussi bien que pénal. L'atteinte aux droits de propriété intellectuelle, y compris au droit d'auteur, au droit des marques de fabrique ou de commerce et au droit des brevets, est pénale par nature. Le propriétaire d'un droit peut s'adresser à la police et lui demander d'effectuer une descente comme pour toutes les autres activités pénales; ou encore il peut intenter une action civile auprès du tribunal de justice pour obtenir une injonction et des dommages-intérêts.

S'il opte pour la procédure pénale, le propriétaire d'un droit peut déposer une plainte auprès de la police qui, alors, demandera au Tribunal central de la propriété intellectuelle et du commerce international, qui est le tribunal spécialisé ayant le pouvoir exclusif de rendre justice en la matière dans tout le pays, de justifier l'enquête. S'il existe des éléments de preuve suffisants pour justifier des poursuites, un procureur du Bureau du Procureur général prendra l'affaire en mains et poursuivra les contrevenants. Les propriétaires d'un droit peuvent se joindre au procureur au titre de coprocurateur dans l'affaire initiée par le procureur. Les poursuites menées par une personne physique sont rares mais possibles, surtout dans les cas où la police et le procureur estiment que les éléments de preuve ne sont pas suffisants pour prononcer une condamnation mais où le propriétaire du droit trouve évident de l'estimer autrement.

Depuis la création du Tribunal central de la propriété intellectuelle et du commerce international, la Loi en Thaïlande incite le détenteur d'un droit à recourir à des mesures correctives civiles comme le font la plupart des nations industrialisées. S'il recourt à des mesures correctives civiles, le propriétaire d'un droit peut demander au tribunal d'émettre une injonction et d'ordonner de pénétrer dans les locaux du prétendu contrevenant pour saisir des éléments de preuve. La demande est entendue *ex parte* et à huis clos. Dans la plupart des cas, la demande est acceptée le jour même de sa présentation. Les détenteurs d'un droit doivent supporter les frais de leur représentation légale. Le requérant doit justifier les dommages-intérêts. Les dommages-intérêts sont évalués de manière à compenser la perte des avantages conférés au détenteur du droit et les dépens pour faire respecter son droit, augmentés des honoraires d'avocat appropriés.

Les moyens de faire respecter les droits au niveau pénal ont l'avantage d'utiliser les services d'état pour faire respecter les droits de propriété intellectuelle. Toutefois, étant donné que l'Accord sur les ADPIC reconnaît dans son préambule que les droits de propriété intellectuelle sont des droits privés, nous espérons inciter plus fortement les propriétaires de droits à utiliser des mesures correctives civiles qui présentent des avantages comme des normes de preuve moins élevées, le contrôle des procédures et des dommages-intérêts. La procédure pénale fait droit à la demande de confiscation et de destruction des marchandises contrefaites qui portent atteinte à un droit. D'un autre côté, l'action civile peut recourir au principe de l'enrichissement injuste pour obtenir un résultat similaire. Aucun cas test n'a encore été jugé du côté civil.

À l'heure actuelle, plus de 95 pour cent des cas d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle sont des affaires pénales. Les propriétaires de droits préfèrent entamer des poursuites au niveau pénal plutôt que d'entamer des poursuites à titre personnel ou d'intenter une action civile. C'est un domaine dans lequel il est nécessaire de sensibiliser plus largement la profession juridique aux mesures correctives civiles, notamment à celles prescrites par l'Accord sur les ADPIC et mises en œuvre par les Règles de procédure du Tribunal de la propriété intellectuelle et du commerce international.

8. Veuillez expliquer quels sont la nature et le niveau des sanctions pénales appliquées – y compris les amendes – en matière de droits de propriété intellectuelle, en indiquant les dispositions pertinentes de la législation de votre pays. En particulier, les délits ne font-ils l'objet de poursuites que lorsque la partie lésée dépose officiellement plainte? Veuillez expliquer si les sanctions sont conformes à l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC qui prescrit l'adoption de dispositions suffisantes pour être dissuasives et qui sont en rapport avec le niveau des peines appliquées pour des délits de gravité correspondantes.

Aux termes de la Loi continentale sur les procédures pénales, il existe en Thaïlande une sorte de délit que l'on qualifie de délit susceptible d'être réglé à l'amiable. Cela signifie que si la partie lésée, après avoir par exemple reçu des compensations suffisantes de la part du contrevenant, décide d'arrêter la procédure pénale, elle peut le faire en retirant sa plainte. L'action au pénal s'arrête à ce stade. Ainsi, pour les délits susceptibles d'être réglés à l'amiable, l'action au pénal doit débiter par une plainte déposée auprès de l'autorité compétente par la partie lésée. L'atteinte au droit d'auteur est un délit susceptible d'être réglé à l'amiable. De ce fait, une action au pénal pour atteinte au droit d'auteur doit débiter par une plainte déposée auprès de la police par le propriétaire du droit. L'atteinte au droit des marques de fabrique ou de commerce et au droit des brevets, par ailleurs, n'est pas un délit susceptible d'être réglé à l'amiable. De ce fait, dans les cas d'atteinte au droit des marques de fabrique ou de commerce et au droit des brevets, la police peut procéder à une arrestation sans que le propriétaire du droit porte plainte.

Niveau des sanctions: En cas d'atteinte au droit d'auteur à des fins commerciales, la sanction est l'emprisonnement pour une durée de six mois pouvant aller jusqu'à quatre ans, ou une amende de 100 000 à 800 000 baht, ou les deux peines à la fois (article 69 paragraphe 2 de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur). En cas d'atteinte au droit d'une marque de fabrique ou de commerce, la sanction est l'emprisonnement pour une durée maximale de quatre ans ou une amende maximale de 400 000 baht ou les deux peines à la fois (article 108 de la Loi de 1991 sur les marques de fabrique ou de commerce). En cas d'atteinte au droit des brevets, la sanction est l'emprisonnement pour une durée maximale de deux ans ou une amende maximale de 400 000 baht ou les deux peines à la fois (article 85 de la Loi de 1979 sur les brevets).

En termes philosophiques, l'atteinte au droit d'auteur est comparable à un vol. Or si on regarde le Code pénal thaïlandais, le vol est passible d'emprisonnement pour une durée maximale de trois ans et d'une amende maximale de 6 000 baht (article 334 du Code pénal thaïlandais). L'atteinte au droit d'auteur avec une peine maximale de quatre ans d'emprisonnement et une amende maximale de 800 000 baht est donc beaucoup plus sévèrement punie que le vol. Cette mesure va nettement au-delà des attentes de l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC.

9. Veuillez indiquer le nom des lois et réglementations prescrivant la suspension de la mise en circulation de marchandises de marque contrefaites ou de marchandises pirates portant atteinte au droit d'auteur conformément à l'article 51 de l'Accord sur les ADPIC et en préciser les dispositions.

L'Ordonnance générale n° 2/2531 du Département des douanes, les Notifications n° 94 du Ministère du commerce relative aux exportations et aux importations et la Notification n° 95 du Ministère du commerce relative aux exportations et aux importations. Ces instruments sont en cours de révision et de mise à jour. La version anglaise des dispositions révisées sera communiquée en temps opportun.

VI. RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LA SUISSE

A. BREVETS

1. Votre législation prévoit-elle la protection par brevet des inventions de produit ou de procédé dans tous les domaines technologiques? Veuillez donner des détails sur la protection des micro-organismes et des procédés non biologiques et microbiologiques. Y a-t-il des exceptions? Dans l'affirmative, veuillez indiquer quelles sont ces exceptions et en quoi elles sont compatibles avec l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC. Comment les variétés végétales sont-elles protégées dans le cadre de votre législation?

Oui. En ce qui concerne la protection des micro-organismes, la découverte de micro-organismes présents de manière naturelle n'est pas considérée comme une invention. De ce fait, les micro-organismes en tant que tels ne peuvent pas être protégés. En ce qui concerne les autres types de micro-organismes comme les micro-organismes inventés par l'homme ou les micro-organismes modifiés, et les procédés non biologiques ou microbiologiques, ils peuvent être protégés au titre de la Loi thaïlandaise sur les brevets s'ils sont conformes aux prescriptions en matière de brevetabilité.

La liste des inventions non brevetables figure à l'article 9 de la Loi thaïlandaise sur les brevets que nous considérons comme pleinement conforme à l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC.

Les variétés végétales sont protégées aux termes de la Loi B.E. 2542 (A.D. 1999) sur la protection des obtentions végétales.

2. Votre législation reconnaît-elle, conformément à l'article 27:1 lu conjointement avec l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC, que l'importation équivaut à "l'exploitation" d'un brevet (et exclut-elle, par conséquent, la concession de licences obligatoires si le produit est importé)?

Oui, l'article 36 de la Loi thaïlandaise sur les brevets établit que l'"importation" fait partie des droits conférés au détenteur d'un brevet. À cet égard, si le détenteur d'un brevet exerce ses droits de manière convenable et ne fait pas mauvais usage du brevet, il n'est pas possible de demander une licence obligatoire (aux termes de l'article 46 de la Loi thaïlandaise sur les brevets).

3. Votre législation soumet-elle la concession de licences obligatoires à toutes les conditions énumérées à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC? Veuillez indiquer les dispositions pertinentes à cet égard.

Oui. Voir Partie V (articles 45 à 52) de la Loi B.E. 2522 sur les brevets, modifiée en dernier lieu par la Loi (n° 3) B.E. 2542 (A.D. 1999) sur les brevets, qui a déjà été notifiée à l'OMC.

4. Veuillez préciser la durée de la protection conférée aux brevets en vertu de votre législation. Cette durée de protection vaut-elle pour les inventions dans tous les domaines technologiques?

La protection par brevet peut être accordée aux inventions dans tous les domaines technologiques pour une durée de 20 ans.

5. Le principe du renversement de la charge de la preuve en cas de litige en matière de brevets de procédé est-il inscrit dans votre législation? Veuillez indiquer les dispositions pertinentes à cet égard.

Oui. Il est prévu aux termes de l'article 77 de la Loi thaïlandaise sur les brevets.

B. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

6. Veuillez indiquer de manière détaillée si votre législation garantit que les données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données communiquées par le déposant à l'organisme public compétent dans le cadre de la procédure d'autorisation de mise sur le marché d'un produit pharmaceutique ou d'un produit chimique pour l'agriculture sont protégées contre la divulgation et contre l'exploitation déloyale dans le commerce par un concurrent, en interdisant, par exemple, à un second déposant d'invoquer ou de mentionner les données initiales du premier déposant lorsqu'il demande ultérieurement une autorisation de mise sur le marché pour un produit similaire. Votre législation prévoit-elle des exceptions en la matière? Dans l'affirmative, dans quelles conditions ces exceptions seraient-elles applicables? Votre législation prévoit-elle une période déterminée de protection des données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données communiquées par le premier déposant?

L'enregistrement des médicaments est du ressort de l'Office de contrôle des médicaments et des denrées alimentaires. L'objectif est de contrôler les normes, la qualité, l'efficacité et la sécurité de l'utilisation des médicaments aux termes de la Loi B.E. 2510 (A.D. 1967) sur les médicaments. Dans la pratique, les renseignements et les données pertinentes qui ont été communiqués par le demandeur dans le cadre de la demande d'enregistrement de médicaments seront gardés secrets par l'Office de contrôle des médicaments et des denrées alimentaires. Cette mesure est considérée comme conforme à l'Accord sur les ADPIC. Toutefois, l'Accord sur les ADPIC n'exige pas que les pays Membres prévoient une forme de protection du caractère exclusif des données au premier demandeur d'enregistrement des médicaments. De plus, la Loi thaïlandaise sur les médicaments ne comporte pas cette disposition. Qui plus est, la plupart des pays Membres de l'OMC n'accordent pas une protection juridique au caractère exclusif des données.

L'article 15 du Projet de loi sur les secrets commerciaux établit que l'organisme d'État responsable a le devoir d'empêcher que les données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données non divulguées, ne soient divulguées, obtenues ou exploitées commercialement de manière déloyale. Les modalités selon lesquelles la protection est accordée seront spécifiées dans les Règlements ministériels.

Question complémentaire³:

En ce qui concerne la question de l'exploitation déloyale dans le commerce de données communiquées par le déposant à l'organisme public compétent dans le cadre de la procédure d'autorisation de mise sur le marché d'un produit pharmaceutique ou d'un produit chimique pour l'agriculture, veuillez préciser si l'organisme public compétent réclamera à un second déposant qui demande l'autorisation de mise sur le marché d'un produit similaire ou identique la même quantité de données qu'au premier déposant.

Suite à la question posée par la Suisse (document IP/C/W/378 daté du 12 septembre 2002), demandant à la Thaïlande si l'organisme public compétent réclamera à un second déposant qui demande l'autorisation de mise sur le marché d'un produit similaire ou identique la même quantité de données qu'au premier déposant, nous avons l'honneur de vous informer que l'organisme public compétent déterminera si la même quantité de données est requise au cas par cas, en fonction de la

³ La réponse à cette question, qui a été posée à l'issue de l'examen de la législation d'application de la Thaïlande à la réunion du Conseil du 25 au 27 juin 2002, a été distribuée sous la cote IP/C/W/319/Add.2.

teneur de la demande. Nous vous saurions gré de bien vouloir porter cette réponse à l'attention du Conseil des ADPIC.

C. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

7. Veuillez indiquer les mesures correctives prévues par votre législation qui permettent de prévenir efficacement les atteintes aux droits de propriété intellectuelle.

Les mesures correctives en matière d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle en Thaïlande peuvent être d'ordre civil aussi bien que pénal. L'atteinte aux droits de propriété intellectuelle, y compris au droit d'auteur, au droit des marques de fabrique ou de commerce et au droit des brevets, est pénale par nature. Le propriétaire d'un droit peut s'adresser à la police et lui demander d'effectuer une descente comme pour toutes les autres activités pénales; ou encore il peut intenter une action civile auprès du tribunal de justice pour obtenir une injonction et des dommages-intérêts.

S'il opte pour la procédure pénale, le propriétaire d'un droit peut déposer une plainte auprès de la police qui, alors, demandera au Tribunal central de la propriété intellectuelle et du commerce international, qui est le tribunal spécialisé ayant le pouvoir exclusif de rendre justice en la matière dans tout le pays, de justifier l'enquête. S'il existe des éléments de preuve suffisants pour justifier des poursuites, un procureur du Bureau du Procureur général prendra l'affaire en mains et poursuivra les contrevenants. Les propriétaires de droits peuvent se joindre au procureur au titre de coprocurateur dans l'affaire initiée par le procureur. Les poursuites menées par une personne physique sont rares mais possibles, surtout dans les cas où la police et le procureur estiment que les éléments de preuve ne sont pas suffisants pour prononcer une condamnation mais où le propriétaire du droit trouve évident de l'estimer autrement.

Depuis la création du Tribunal central de la propriété intellectuelle et du commerce international, la Loi en Thaïlande incite le détenteur d'un droit à recourir à des mesures correctives civiles comme le font la plupart des nations industrialisées. S'il recourt à des mesures correctives civiles, le propriétaire d'un droit peut demander au tribunal d'émettre une injonction et d'ordonner de pénétrer dans les locaux du prétendu contrevenant pour saisir des éléments de preuve. La demande est entendue *ex parte* et à huis clos. Dans la plupart des cas, la demande est acceptée le jour même de sa présentation. Les détenteurs de droits doivent supporter les frais de leur représentation légale. Le requérant doit justifier les dommages-intérêts. Les dommages-intérêts sont évalués de manière à compenser la perte des avantages conférés au détenteur du droit et les dépens pour faire respecter son droit, augmentés des honoraires d'avocat appropriés.

À l'heure actuelle, plus de 95 pour cent des cas d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle sont des affaires pénales. Les propriétaires de droits préfèrent entamer des poursuites au niveau pénal plutôt que d'entamer des poursuites à titre personnel ou d'intenter une action civile. C'est un domaine dans lequel il est nécessaire de sensibiliser plus largement la profession juridique aux mesures correctives civiles, notamment à celles prescrites par l'Accord sur les ADPIC et mises en œuvre par les Règles de procédure du Tribunal de la Propriété intellectuelle et du commerce international.

Niveau des sanctions et effet dissuasif: en cas d'atteinte portée au droit d'auteur à des fins commerciales, la sanction est l'emprisonnement pour une durée de six mois pouvant aller jusqu'à quatre ans, ou une amende de 100 000 à 800 000 baht, ou les deux peines à la fois (article 69 paragraphe 2 de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur). En cas d'atteinte au droit d'une marque de fabrique ou de commerce, la sanction est l'emprisonnement pour une durée maximale de quatre ans ou une amende maximale de 400 000 baht, ou les deux peines à la fois (article 108 de la Loi de 1991 sur les marques de fabrique ou de commerce). En cas d'atteinte au droit des brevets, la sanction est

l'emprisonnement pour une durée maximale de deux ans ou une amende maximale de 400 000 baht, ou les deux peines à la fois (article 85 de la Loi de 1979 sur les brevets).

En termes philosophiques, l'atteinte au droit d'auteur est comparable à un vol. Or si on regarde le Code pénal thaïlandais, le vol est passible d'emprisonnement pour une durée maximale de trois ans et d'une amende maximale de 6 000 baht (article 334 du Code pénal thaïlandais). L'atteinte au droit d'auteur avec une peine maximale de quatre ans d'emprisonnement et une amende maximale de 800 000 baht est donc beaucoup plus sévèrement punie que le vol. Cette mesure va nettement au-delà des attentes de l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC.

8. Veuillez décrire toute initiative nouvelle prévue pour améliorer le respect des droits de propriété intellectuelle dans votre pays, notamment au plan pénal.

Les moyens de faire respecter les droits au niveau pénal ont l'avantage d'utiliser les services d'état pour faire respecter les droits de propriété intellectuelle. Toutefois, étant donné que l'Accord sur les ADPIC reconnaît dans son préambule que les droits de propriété intellectuelle sont des droits privés, nous espérons inciter plus fortement les propriétaires de droits à utiliser des mesures correctives civiles qui présentent des avantages comme des normes moins élevées pour la preuve établie sur les probabilités par rapport au doute plus que raisonnable dans les affaires pénales, le contrôle des procédures et des dommages-intérêts. La procédure pénale fait droit à la demande de confiscation et de destruction des marchandises contrefaites qui portent atteinte à un droit. D'un autre côté, l'action civile peut recourir au principe de l'enrichissement injuste pour obtenir un résultat similaire. Aucun cas test n'a encore été jugé du côté civil. Actuellement, le Tribunal central de la propriété intellectuelle et du commerce international fait la promotion de ses Règles de procédure qui sont conformes à l'Accord sur les ADPIC, pour persuader les détenteurs de droits de propriété intellectuelle d'engager des poursuites privées et des actions civiles plutôt que des actions publiques. Il s'agit d'une initiative visant à aligner la protection des droits de propriété intellectuelle sur l'Accord sur les ADPIC et sur les pays industrialisés. Il faut que les propriétaires de droits s'impliquent plus personnellement dans la protection de leurs droits. Il faut encourager la pratique légale privée en matière de droits de la propriété intellectuelle. Les propriétaires de droits ont eux aussi la responsabilité d'aider à améliorer la protection des droits de propriété intellectuelle.

VII. RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LES ÉTATS-UNIS

A. GÉNÉRALITÉS

1. Veuillez indiquer, pour chaque forme de propriété intellectuelle visée par l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, la manière dont le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée sont accordés aux ressortissants des autres Membres de l'OMC.

Pour chaque forme de propriété intellectuelle, le traitement national de protection est effectivement accordé aux ressortissants des autres pays Membres de l'OMC. Les modalités d'application de ce traitement sont définies dans notre Loi sur la propriété intellectuelle qui a déjà été notifiée à l'OMC.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Veuillez indiquer si et en quoi la législation thaïlandaise sur le droit d'auteur est conforme à l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC, qui prévoit que les Membres se conformeront aux articles 1^{er} à 21 de la Convention de Berne (1971), excepté à l'article 6bis, les Membres

n'ayant pas de droits ni d'obligations en ce qui concerne ce dernier article au titre de l'Accord sur les ADPIC.

Pour se conformer à l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC, le gouvernement thaïlandais a promulgué une nouvelle Loi sur le droit d'auteur en 1994 en remplacement de la précédente qui était insuffisante pour satisfaire aux prescriptions de l'article 9. Il est précisé que la Loi B.E. 2537 (A.D. 1994) sur le droit d'auteur met en œuvre tous les articles de 1 à 21 de la Convention de Berne (1971).

3. Veuillez indiquer comment la législation thaïlandaise sur le droit d'auteur protège les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires et les compilations de données, comme l'exige l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC.

Notre Loi sur le droit d'auteur définit que les œuvres littéraires comprennent les programmes d'ordinateur (article 4) et elle étend la protection aux compilations de données dont le choix ou la disposition n'est pas une imitation de l'œuvre d'une autre personne (article 12).

4. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC prévoit la possibilité d'obtenir des droits de location pour les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques. Veuillez citer la disposition correspondante de la législation thaïlandaise sur le droit d'auteur.

L'article 15 3) de la Loi B.E. 2537 (A.D. 1994) sur le droit d'auteur confère au propriétaire du droit d'auteur des droits de location pour les programmes d'ordinateur, les œuvres audiovisuelles, les œuvres cinématographiques et les enregistrements sonores.

5. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection prévues par la législation sur le droit d'auteur pour une œuvre autre qu'une œuvre photographique ou une œuvre des arts appliqués et citer la disposition correspondante.

Pour les œuvres d'auteur en général, l'article 19 de notre Loi sur le droit d'auteur prévoit que la protection s'étend sur la durée de vie de l'auteur et subsiste pendant 50 ans après la mort de l'auteur.

Pour les œuvres audiovisuelles, les œuvres cinématographiques, les enregistrements sonores et les œuvres de radiodiffusion et de télévision, l'article 21 prévoit la protection du droit d'auteur pour une durée de 50 ans à compter de la création de l'œuvre; étant entendu que si l'œuvre est publiée durant cette période, la protection continue pendant 50 ans à compter de la première publication.

6. Veuillez décrire la protection prévue par la législation sur le droit d'auteur pour les artistes interprètes ou exécutants et en indiquer la durée.

L'article 44 de la Loi de 1993 accorde à l'artiste interprète ou exécutant les droits exclusifs suivants au regard des actes concernant son exécution:

- a) la diffusion par radio et vidéo ou la présentation au public de l'exécution, à l'exception de la diffusion par radio et vidéo ou la présentation au public à partir d'un matériel d'enregistrement d'une exécution qui a été enregistrée;
- b) l'enregistrement d'une exécution qui n'a pas été enregistrée;
- c) la reproduction du matériel d'enregistrement de l'exécution qui a été enregistrée sans le consentement de l'artiste interprète ou exécutant, ou du matériel ayant servi à enregistrer l'exécution avec le consentement de l'artiste interprète ou exécutant mais

utilisé à des fins autres que celles prévues, ou du matériel d'enregistrement de l'exécution qui relève des exceptions à l'atteinte aux droits de l'artiste interprète ou exécutant en vertu de l'article 53.

L'article 45 prévoit que quiconque utilise directement l'enregistrement sonore d'une exécution qui a été publié à des fins commerciales, ou des copies de celui-ci, dans le cadre d'une diffusion ou d'une présentation au public, est tenu de verser une juste rémunération à l'artiste interprète ou exécutant.

L'article 49 prévoit la protection des droits de l'artiste interprète ou exécutant pour une durée de 50 ans à compter du dernier jour de l'année civile au cours de laquelle l'exécution a lieu. Si l'exécution est enregistrée, les droits de l'artiste interprète ou exécutant sont protégés pour une durée de 50 ans à compter du dernier jour de l'année civile au cours de laquelle l'enregistrement de l'exécution a lieu.

7. L'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC prévoit que les producteurs de phonogrammes jouiront du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes. Conformément à cet article, les producteurs de phonogrammes auront le droit d'autoriser ou d'interdire la location commerciale au public d'originaux ou de copies de leurs phonogrammes. Veuillez décrire comment la législation thaïlandaise sur le droit d'auteur assure la mise en œuvre de ces obligations et indiquer la durée de la protection.

Nous utilisons le terme "enregistrement sonore" et non le terme "phonogramme". Son producteur jouit du droit d'en autoriser ou d'en interdire la reproduction et la location commerciale aux termes de l'article 15 et de l'article 28 de la Loi de 1994. La durée de la protection est de 50 ans à compter de la date à laquelle il est réalisé.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

8. Veuillez décrire l'objet dont peut être constituée une marque de fabrique ou de commerce conformément à la législation thaïlandaise sur les marques.

Le terme "marque de fabrique ou de commerce" s'entend d'une marque utilisée ou proposée pour être utilisée sur, ou en rapport avec des marchandises pour distinguer les marchandises portant la marque du propriétaire de la marque de fabrique ou de commerce qui les a produites, des marchandises relevant de la marque de fabrique ou de commerce d'une autre personne. Le terme "marque", quant à lui, s'entend d'une photographie, d'un dessin, d'un appareil, d'une marque commerciale, d'un mot, d'une lettre, d'un chiffre, d'une signature, d'une combinaison de couleurs, de la forme ou de la configuration d'un objet, ou de chacun d'entre eux ou de toute combinaison de ceux-ci.

9. Veuillez indiquer la procédure à suivre pour enregistrer une marque de fabrique ou de commerce en Thaïlande, en citant les dispositions pertinentes de la loi, et mentionner les droits que le titulaire d'une marque enregistrée peut exercer.

La procédure d'enregistrement est définie au chapitre I de la Loi B.E. 2534 sur les marques de fabrique ou de commerce modifiée par la Loi (n° 2) B.E. 2543 (A.D. 2000) sur les marques de fabrique ou de commerce qui a déjà été notifiée à l'OMC. Les droits du propriétaire de la marque enregistrée sont définis à la Partie 5 du chapitre I.

10. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection prévues par la législation thaïlandaise sur les marques pour une marque de fabrique ou de commerce.

La durée de la protection est de dix ans à compter de la date d'enregistrement et peut être renouvelée indéfiniment.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

11. Veuillez indiquer en détail les modalités selon lesquelles la législation thaïlandaise reconnaît et protège les indications géographiques, comme l'exige l'article 22:2 de l'Accord sur les ADPIC, en citant les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée et donner des exemples d'indications géographiques ainsi protégées.

Les indications géographiques en Thaïlande sont protégées par divers moyens, et plus précisément par les articles 22 à 30 de la Loi B.E. 2522 (A.D. 1979) sur la protection des consommateurs et l'article 271 du Code pénal. Le Projet de loi sur la protection *sui generis* des indications géographiques est aussi en cours d'examen par le Parlement. Ce Projet de loi appuiera la protection existante.

12. Veuillez décrire en détail comment est assuré le niveau de protection plus élevé demandé pour les vins et les spiritueux à l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC en citant les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée et donner des exemples d'indications géographiques pour ces produits.

L'article 25 du Projet de loi sur la protection des indications géographiques est à l'image de la protection particulière figurant à l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

13. Veuillez indiquer la procédure à suivre pour obtenir la protection des dessins et modèles industriels en citant les dispositions de la législation thaïlandaise et préciser la nature de la protection accordée.

La procédure est définie au chapitre III de la Loi B.E. 2522 sur les brevets, modifiée en dernier lieu par la Loi (n° 3) B.E. 2542 (A.D. 1999) sur les brevets, qui a été notifiée à l'OMC. Les dessins et modèles industriels sont, en principe, protégés aux termes de la Loi sur les brevets. Cette protection par brevet couvre les nouveaux dessins et modèles artisanaux.

14. Veuillez indiquer la procédure à suivre pour obtenir la protection des dessins et modèles de textiles et citer les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée.

Étant donné que les dessins et modèles de textiles peuvent être protégés aux termes de la Loi sur les brevets comme il est dit ci-dessus, la procédure pour obtenir la protection est la même que celle concernant les dessins et modèles industriels. On peut également noter que les dessins et modèles de textiles peuvent être protégés au titre de la Loi sur le droit d'auteur. Celle-ci n'implique aucune procédure pour obtenir la protection.

F. BREVETS

15. Veuillez décrire en détail la manière dont la législation thaïlandaise sur les brevets assure la mise en œuvre de l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC en indiquant, le cas échéant, les exceptions prévues et en fournissant des précisions sur la protection des micro-organismes, des procédés non biologiques et microbiologiques et des variétés végétales. Veuillez citer les dispositions correspondantes.

La Loi thaïlandaise sur les brevets accorde la protection aux produits et aux procédés dans tous les domaines technologiques. Toutefois, il existe quelques exceptions qui sont énumérées à l'article 9 de la Loi B.E. 2522 sur les brevets modifiée par la Loi (n° 2) B.E. 2535 sur les brevets. La liste des exceptions figure à l'article 9 de la Loi B.E. 2522 sur les brevets modifiée par la Loi (n° 2) B.E. 2535 sur les brevets.

16. Veuillez indiquer en détail les droits conférés au titulaire d'un brevet par la législation thaïlandaise sur les brevets et citer les dispositions correspondantes.

Les droits conférés au titulaire d'un brevet figurent à la Partie III du chapitre II de la Loi B.E. 2522 sur les brevets, modifiée en dernier lieu par la Loi (n° 3) B.E. 2542 (A.D. 1999) sur les brevets qui a été notifiée à l'OMC.

17. Veuillez décrire en détail toutes dispositions de la législation thaïlandaise permettant une utilisation non autorisée d'un brevet en citant les dispositions correspondantes et indiquer de manière précise les conditions dans lesquelles une telle utilisation peut être autorisée.

Le détail des dispositions figure à l'article 36 de la Loi B.E. 2522 sur les brevets, modifiée en dernier lieu par la Loi (n° 3) B.E. 2542 (A.D. 1999) sur les brevets, qui a été notifiée à l'OMC.

18. Quelle est la durée de la protection prévue pour les brevets par la législation thaïlandaise sur les brevets? Veuillez décrire toutes dispositions prévoyant une prolongation de la durée de la protection et citer les dispositions pertinentes.

L'article 35 de la Loi B.E. 2522 sur les brevets, modifiée par la Loi (n° 2) B.E. 2535 (A.D. 1992) sur les brevets et la Loi (n° 3) B.E. 2542 (A.D. 1999) sur les brevets, prévoit que la protection par brevet d'une invention aura une durée de vingt deux ans à compter de la date de dépôt de la demande dans le pays.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

19. Veuillez décrire en détail la protection prévue par la législation thaïlandaise pour les schémas de configuration de circuits intégrés, en indiquant la durée de la protection, et citer les dispositions correspondantes.

La protection des schémas de configuration ou topographies des circuits intégrés aux termes de la Loi B.E. 2543 (A.D. 2000) sur la protection des topographies de circuits intégrés couvre les schémas de configuration, les masques de semi-conducteurs et les circuits intégrés dans lesquels les schémas de configuration protégés sont incorporés. La protection est également étendue aux produits dans lesquels ce circuit intégré est incorporé. La durée de la protection est de dix ans à compter de la date de dépôt de la demande d'enregistrement aux termes de cette Loi, ou de la date de première exploitation commerciale, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du Royaume, selon la date qui est la première, mais la durée ne doit pas excéder quinze ans à compter de la date d'achèvement de la création du schéma de configuration (article 19).

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

20. Veuillez indiquer en détail les modalités selon lesquelles la législation thaïlandaise protège les renseignements non divulgués, comme l'exige l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, et citer les dispositions correspondantes.

Les renseignements non divulgués sont protégés aux termes des articles 322 à 325 du Code pénal et de l'article 420 du Code civil et du commerce. La protection additionnelle des renseignements non divulgués qui répondent à la définition du "secret commercial" est prévue aux termes du Projet de loi sur les secrets commerciaux.

21. Veuillez indiquer en détail comment la législation protège les données résultant d'essais concernant des produits pharmaceutiques ou des produits chimiques pour l'agriculture, qui sont communiquées aux pouvoirs publics pour obtenir l'approbation de la commercialisation de ces produits en Thaïlande et citer les dispositions correspondantes.

La protection figure à l'article 15 du Projet de loi sur les secrets commerciaux. Les modalités d'octroi de cette protection seront spécifiées dans les Règlements ministériels.

22. Les autres personnes qui sollicitent l'approbation de la commercialisation de leur propre version d'un produit pharmaceutique ou d'un produit chimique pour l'agriculture dont la commercialisation a déjà été approuvée peuvent-elles se fonder sur les données communiquées antérieurement par un autre déposant? Dans l'affirmative, quelle est la durée de la période d'exclusivité dont bénéficie le premier déposant avant qu'il soit possible d'utiliser ses données?

L'enregistrement des médicaments est du ressort de l'Office de contrôle des médicaments et des denrées alimentaires. L'objectif est de contrôler les normes, la qualité, l'efficacité et la sécurité de l'utilisation des médicaments au titre de la Loi B.E. 2510 (A.D. 1967) sur les médicaments. Dans la pratique, les renseignements et les données pertinentes qui sont communiqués par le déposant dans le cadre de la demande d'enregistrement des médicaments, seront gardés secrets par l'Office de contrôle des médicaments et des denrées alimentaires. Cette disposition est considérée comme conforme à l'Accord sur les ADPIC. Toutefois, l'Accord sur les ADPIC n'exige pas que les pays Membres accordent une forme de protection du caractère exclusif des données au premier demandeur d'enregistrement des médicaments. De plus, la Loi thaïlandaise sur les médicaments ne comporte pas cette disposition. Qui plus est, la plupart des pays Membres de l'OMC n'accordent pas de protection juridique au caractère exclusif des données.

L'article 15 du Projet de loi sur les secrets commerciaux établit que l'organisme d'État responsable a le devoir d'empêcher que les données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données non divulguées, ne soient divulguées, obtenues ou exploitées commercialement de manière déloyale. Les modalités selon lesquelles la protection est accordée seront spécifiées dans les Règlements ministériels.

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

23. Veuillez décrire en détail comment la législation thaïlandaise permet une action efficace contre toute atteinte aux droits de propriété intellectuelle, comme l'exige l'article 41:1 de l'Accord sur les ADPIC.

Les mesures correctives en matière d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle en Thaïlande peuvent avoir un caractère civil aussi bien que pénal. L'atteinte aux droits de propriété intellectuelle, y compris au droit d'auteur, au droit des marques de fabrique ou de commerce et au droit des brevets, est pénale par nature. Le propriétaire d'un droit peut s'adresser à la police et lui demander d'effectuer une descente comme pour toutes les autres activités pénales; ou encore il peut intenter une action civile auprès du tribunal de justice pour obtenir une injonction et des dommages-intérêts.

S'il opte pour la procédure pénale, le propriétaire d'un droit peut déposer une plainte auprès de la police qui, alors, demandera au Tribunal central de la propriété intellectuelle et du commerce international, qui est le tribunal spécialisé ayant le pouvoir exclusif de rendre justice en la matière dans tout le pays, de justifier l'enquête. S'il existe des éléments de preuve suffisants pour justifier des poursuites, un procureur du Bureau du Procureur général prendra l'affaire en mains et poursuivra les contrevenants. Les propriétaires de droits peuvent se joindre au procureur au titre de coprocurateur dans l'affaire initiée par le procureur. Les poursuites menées par une personne physique sont rares mais possibles, surtout dans les cas où la police et le procureur estiment que les éléments de preuve ne sont pas suffisants pour prononcer une condamnation mais où le propriétaire du droit trouve évident de l'estimer autrement.

Depuis la création du Tribunal central de la propriété intellectuelle et du commerce international, la Loi en Thaïlande incite le détenteur d'un droit à recourir à des mesures correctives civiles comme le font la plupart des nations industrialisées. S'il recourt à des mesures correctives civiles, le propriétaire d'un droit peut demander au tribunal d'émettre une injonction et d'ordonner de pénétrer dans les locaux du prétendu contrevenant pour saisir des éléments de preuve. La demande est entendue *ex parte* et à huis clos. Dans la plupart des cas, la demande est acceptée le jour même de sa présentation. Les propriétaires de droits doivent supporter les frais de leur représentation légale. Le requérant doit justifier les dommages-intérêts. Les dommages-intérêts sont évalués de manière à compenser la perte des avantages conférés au détenteur du droit ainsi que les dépens pour faire respecter son droit, augmentés des honoraires d'avocat appropriés.

À l'heure actuelle, plus de 95 pour cent des cas d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle sont des affaires pénales. Les propriétaires de droits préfèrent entamer des poursuites au niveau pénal plutôt que d'entamer des poursuites à titre personnel ou d'intenter une action civile. C'est un domaine dans lequel il est nécessaire de sensibiliser plus largement la profession juridique aux mesures correctives civiles, notamment à celles prescrites par l'Accord sur les ADPIC et mises en œuvre par les Règles de procédure du Tribunal de la propriété intellectuelle et du commerce international.

24. Conformément à l'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC, les juges seront autorisés à ordonner la production des éléments de preuve nécessaires pour étayer les allégations d'une partie lorsque celle-ci n'aura pas été en mesure d'obtenir ces éléments de la partie adverse. Veuillez indiquer les modalités selon lesquelles la législation ou réglementation thaïlandaise accorde cette autorisation en citant les dispositions correspondantes.

Les articles 28 et 29 de la Loi sur la création et la procédure du Tribunal de la propriété intellectuelle et du commerce international prévoient que le requérant peut demander la communication des éléments de preuve détenus par la partie adverse ou par un tiers. L'application des articles 28 et 29 doit être complétée par les règles 20 à 22 des Règles applicables aux affaires relatives à la propriété intellectuelle et au commerce international. La procédure sera menée à huis clos pour sauvegarder les renseignements confidentiels. La constitution d'une caution pour le paiement des dommages-intérêts vise à se prémunir contre les abus.

25. Veuillez indiquer en détail l'ensemble des mesures correctives civiles auxquelles peuvent avoir recours les détenteurs de droits conformément à la législation thaïlandaise en citant les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée.

S'il recourt à des mesures correctives civiles, le propriétaire d'un droit peut demander au tribunal d'émettre une injonction et d'ordonner de pénétrer dans les locaux du prétendu contrevenant pour saisir les éléments de preuve pertinents. La demande d'injonction peut être déposée antérieurement au dépôt de la requête. La demande d'injonction est entendue *ex parte* et à huis clos sur demande. Dans la plupart des cas, la demande est acceptée le jour même. La constitution d'une

caution pour les dommages-intérêts est exigée. Le bilan des problèmes entre les parties est pris en considération. L'injonction prend immédiatement effet et court sur une durée de 15 jours. Le requérant doit intenter une action au cours de cette période pour renouveler la mesure corrective au titre de l'injonction. Voir les détails figurant à l'article 65 de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur, à l'article 116 de la Loi de 1991 sur les marques de fabrique ou de commerce, à l'article 77bis de la Loi de 1979 sur les brevets, et les règles n° 12 à 19 des Règles applicables aux affaires relatives à la propriété intellectuelle et au commerce international.

Le requérant doit justifier les dommages-intérêts. Les dommages-intérêts sont évalués de manière à compenser la perte des avantages conférés au détenteur du droit ainsi que les dépens pour faire respecter son droit, augmentés des honoraires d'avocat appropriés. La gravité de l'acte et de ses conséquences sera également prise en considération. Voir les détails figurant à l'article 64 de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur et à l'article 438 du Code civil et du commerce.

26. Veuillez décrire en détail les procédures et mesures correctives provisoires auxquelles peuvent avoir recours les détenteurs de droits conformément à la législation thaïlandaise, en citant les dispositions pertinentes de la loi et de la réglementation concernées, et indiquer toute condition en vertu de laquelle un détenteur de droit peut se prévaloir de ces procédures et mesures correctives.

Étant donné que les mesures correctives peuvent être aussi bien d'ordre civil que d'ordre pénal, la procédure et les mesures correctives provisoires peuvent s'appliquer aussi bien aux affaires civiles qu'aux affaires pénales. Il s'agit d'un système thaïlandais unique. Lorsqu'une infraction ou une atteinte à un droit est commise ou sur le point d'être commise, le propriétaire du droit peut déposer une demande d'injonction auprès du tribunal pour faire cesser l'atteinte ou la prévenir. La demande est entendue et acceptée ou est rejetée le jour même où elle est déposée. Le rejet d'une demande est sans appel, mais le requérant peut déposer une nouvelle demande sur la base de nouvelles preuves. L'audition a lieu *ex parte* et à huis clos sur demande. L'action civile ou les poursuites privées doivent être intentées dans les 15 jours, faute de quoi l'injonction cesse d'être effective. Voir les détails figurant à l'article 65 de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur, à l'article 116 de la Loi de 1991 sur les marques de fabrique ou de commerce, à l'article 77bis de la Loi de 1979 sur les brevets et les règles n° 12 à 19 des Règles applicables aux affaires relatives à la propriété intellectuelle et au commerce international.

Il est également possible de déposer une motion de sauvegarde des éléments de preuve pertinents au regard de l'atteinte au droit alléguée, aux termes de l'article 29 de la Loi sur la création et la procédure du Tribunal de la propriété intellectuelle et du commerce international, et des règles n° 20 à 22 des Règles applicables aux affaires relatives à la propriété intellectuelle et au commerce international. Certains points, ici, sont à prendre en considération:

- l'engagement du requérant, normalement appuyé par la constitution d'une caution aux fins de dommages-intérêts, à dédommager de toute perte causée au cas où sa plainte échouerait;
- l'engagement de ne pas utiliser les matériaux ou les renseignements obtenus à toutes fins autres que l'action dans le cadre de laquelle l'ordre est donné;
- un fonctionnaire du tribunal doit assister à l'exécution de l'ordre;
- le requérant ne doit pas recourir à la force.

J. PRESCRIPTIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES MESURES À LA FRONTIÈRE

27. Veuillez décrire en détail les procédures prévues par la législation thaïlandaise pour assurer une protection des droits à la frontière au moins en ce qui concerne les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, en indiquant l'autorité compétente et en citant les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée.

Les douanes thaïlandaises sont l'autorité compétente. Leurs pouvoirs leur sont conférés par la Loi B.E. 2522 (A.D. 1979) sur l'exportation et sur l'importation de marchandises dans le Royaume de Thaïlande et la Loi douanière B.E. 2496 (A.D. 1926) sur la saisie des produits considérés comme des contrefaçons d'une marque de fabrique ou de commerce et comme des marchandises pirates portant atteinte au droit d'auteur.

28. Veuillez indiquer si les détenteurs d'autres formes de droits de propriété intellectuelle bénéficient d'une protection à la frontière et, dans l'affirmative, veuillez décrire les procédures et les mesures correctives prévues pour chaque forme de propriété intellectuelle en citant les dispositions pertinentes de la loi.

La protection à la frontière n'est accordée qu'aux propriétaires de marques de fabrique ou de commerce et du droit d'auteur comme l'énonce l'article 51 de l'Accord sur les ADPIC.

29. L'article 58 de l'Accord sur les ADPIC précise les procédures à suivre lorsque les autorités compétentes peuvent mener une action d'office. Veuillez indiquer si les autorités compétentes en Thaïlande sont habilitées à mener une action d'office et, dans l'affirmative, préciser les domaines de propriété intellectuelle soumis à une telle action.

La législation concernant les mesures à la frontière n'autorise pas l'Autorité douanière à mener une action d'office.

K. PROCÉDURES PÉNALES

30. Veuillez indiquer en détail comment la législation thaïlandaise assure la mise en œuvre de l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC aux termes duquel les Membres prévoient des procédures pénales et des peines, incluant l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, applicables au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Veuillez citer les dispositions pertinentes de la loi et de la réglementation concernées.

Niveau des sanctions et effet dissuasif: en cas d'atteinte portée au droit d'auteur à des fins commerciales, la sanction est l'emprisonnement pour une durée de 6 mois pouvant aller jusqu'à quatre ans, ou une amende de 100 000 à 800 000 baht, ou les deux peines à la fois (article 69 paragraphe 2 de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur). En cas d'atteinte au droit des marques de fabrique ou de commerce, la sanction est l'emprisonnement pour une durée maximale de quatre ans ou une amende maximale de 400 000 baht, ou les deux peines à la fois (article 108 de la Loi de 1991 sur les marques de fabrique ou de commerce). En cas d'atteinte au droit des brevets, la sanction est l'emprisonnement pour une durée maximale de deux ans ou une amende maximale de 400 000 baht, ou les deux peines à la fois (article 85 de la Loi de 1979 sur les brevets).

En termes philosophiques, l'atteinte au droit d'auteur est comparable à un vol. Or si on regarde le Code pénal thaïlandais, le vol est passible d'emprisonnement pour une durée maximale de

trois ans et d'une amende maximale de 6 000 baht (article 334 du Code pénal thaïlandais). L'atteinte au droit d'auteur avec une peine maximale de quatre ans d'emprisonnement et une amende maximale de 800 000 baht est donc beaucoup plus sévèrement punie que le vol. Cette mesure va nettement au-delà des attentes de l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC.

31. L'article 61 dispose également que, dans les cas appropriés, les sanctions possibles incluront la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises en cause et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Veuillez décrire les dispositions de la législation thaïlandaise qui prévoient de telles sanctions et indiquer les circonstances dans lesquelles ces sanctions seraient appliquées en citant les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée.

L'article 76 de la Loi de 1997 sur le droit d'auteur stipule que tout produit portant atteinte à ce droit dont la propriété est attribuée au défendeur, sera dévolu au propriétaire du droit d'auteur. Tous les matériaux ayant servi à commettre le délit seront confisqués. Par exemple, le droit de propriété des copies pirates de l'œuvre sera transféré au propriétaire du droit d'auteur, tandis que la machine utilisée pour reproduire le CD, par exemple, sera confisquée. Cette mesure assure la destruction des œuvres piratées ou permet de les écarter du circuit commercial.

La disposition pertinente qui prévoit la confiscation des marchandises contrefaites est l'article 115 de la Loi de 1991 sur les marques de fabrique ou de commerce.

Toutefois, il est toujours possible de recourir aux dispositions générales du Code pénal à son article 33 pour la confiscation des marchandises ayant servi à commettre un délit, ou des marchandises résultant d'un acte délictuel.

32. L'article 61 dispose en outre que les Membres pourront prévoir des procédures pénales et des peines applicables aux actes commis délibérément portant atteinte à d'autres formes de propriété intellectuelle. Veuillez décrire toutes dispositions de la législation thaïlandaise qui prévoient ces procédures et sanctions en citant les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée.

Outre les législations relatives au droit d'auteur, au droit des marques de fabrique ou de commerce et au droit des brevets, il existe des responsabilités pénales pour atteinte aux droits aux termes des article 48 et 49 de la Loi de 2000 sur la protection des circuits intégrés. Les responsabilités pénales figurent également au Projet de loi sur les indications géographiques et au Projet de loi sur les secrets commerciaux.

L. QUESTIONS STATISTIQUES

33. Veuillez fournir pour l'année 2000 des données statistiques sur les actions intentées au civil pour faire respecter le droit d'auteur ou les droits attachés à une marque, à une indication géographique, à un dessin ou modèle industriel, à un brevet, à un schéma de configuration de circuit intégré ou à un secret commercial, en précisant le nombre des affaires portées devant la justice, d'injonctions prononcées, de saisies effectuées sur des produits ou du matériel portant atteinte à ces droits, d'affaires réglées (y compris à l'amiable) et le montant des dommages-intérêts alloués.

Les données statistiques sont présentées sur les sites Web du Département des affaires relatives à la propriété intellectuelle (www.ipthailand.org), de la Police royale thaïlandaise (www.ecid.police.go.th), et du Tribunal thaïlandais de la propriété intellectuelle et du commerce

international (www.cipitic.or.th). Toutefois, le Département des affaires relatives à la propriété intellectuelle fait rapport de ses données statistiques à l'Ambassade des États-Unis tous les mois.

34. Veuillez fournir pour l'année 2000 des données statistiques sur les actions intentées au pénal pour des actes de piratage portant atteinte au droit d'auteur et pour des atteintes à des marques, y compris le nombre de descentes de police effectuées, de poursuites engagées, de condamnations prononcées et le montant des amendes et/ou des peines d'emprisonnement infligées (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines de prison ont été effectivement purgées ou s'il y a été sursis) ainsi que tout autre renseignement établissant que le système pénal décourage de façon efficace les actes de piratage portant atteinte au droit d'auteur et la contrefaçon de marques.

Voir la réponse à la question n° 33.
